Précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?

Organisation des Citoyennes pour la Promotion et Défense des Droits des Enfants, Femmes et Minorités (CPDEFM)

Une étude réalisée dans le cadre de la mise en œuvre de son Programme ***Gender and GBV Studies Laboratory (GSL)****, Laboratoire dédié aux études sur les Violences Basées sur le Genre, principalement les Violences faites aux Femmes et aux Filles (VFFF)*

Siège Social : Angré, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Tél : 00225 57 03 30 41 – **Adresse Postale** : 503 BP 46 Abidjan 503 – **Email :** ongcpdefm@gmail.com – **Site Web** : www.cpdefm.org

Récépissé de Déclaration : N° 1515/PA du 21 août 2019

Une étude réalisée sous la Direction Technique de Madame Sylvia APATA, Cheffe du Programme GSL (Gender and GBV Studies Laboratory)

Rapport corédigé par :

➲ **Docteure TRA LOU Rebecca Epse N'DRI**,
Sociologue, Coordinatrice Phase 1 & 2 du GSL

Et

➲ **Madame Sylvia APATA**,
Juriste, Directrice Technique du GSL, Co-Fondatrice de CPDEFM, Féministe.

Sous la supervision de :

➲ **Madame Marie Michelle N'DA**,
Directrice **A**dministrative et **F**inancière (**DAF**) de CPDEFM, Porte-Parole,

Et

➲ **Madame Natacha GBESSI ADJI**,
Socio-Anthropologue, Responsable Pool Enquêtrices-GSL

SIGLES ET ABREVIATIONS

CPDEFM : Citoyennes pour la Promotion et Défense des Droits des Femmes, Enfants et Minorités

CSFQC : Conseil du Statut des Femmes du Québec

GSL: Gender and GBV Studies Laboratory

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OXFAM : Oxford Committee for Famine Relief

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education et la Science

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population

WSSCC: Water Supply and Sanitation Collaborative Council

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1: Prise de vue de lycéennes sortant des classes - Anyama - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL vi
Figure 2: Cheffe d'équipe-terrain GSL en entretien avec une lycéenne à Anyama - Enquête sur la précarité menstruelle viii
Figure 3: Directrice technique du GSL et son équipe en mission de suivi à Abobo - Enquête sur la précarité menstruelle 5
Figure 4 : Nombre de personnes interrogées 6
Figure 5 : Âge des premières règles 6
Figure 6 : Nombre de femmes souffrant des règles douloureuses 7
Figure 7: Entretien avec une femme à Abobo - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL 7
Figure 8 : Femmes souffrant des règles douloureuses par niveau d'instruction 8
Figure 9 : Gestion des règles douloureuses 8
Figure 10 : Montant des antidouleurs 9
Figure 11.1 : Types de dessous menstruels utilisés 9
Figure 12 : Choix des serviettes périodiques à usage unique par niveau d'instruction 10
Figure 13 : Choix des serviettes périodiques à usage unique par tranche d'âge 11
Figure 14: Choix du tampon lavable par niveau d'instruction 11
Figure 15: Entretien avec une jeune femme à Abobo - Enquête sur la précarité menstruelle 11
Figure 16 : Choix de la culotte menstruelle par tranche d'âge 12
Figure 17 : Utilisation des coupes menstruelles par tranches d'âges 12
Figure 18 : Utilisation des coupes menstruelles par niveau d'instruction 13
Figure 19 : Choix des papiers toilettes par tranche d'âge 13
Figure 20 : Protections utilisées : Chiffon (mousse) 14
Figure 21 : Protections utilisées : Chiffon (Tranches d'âges) 14
Figure 22 : Choix des morceaux de tissus par niveau d'instruction 15
Figure 23 : Choix des morceaux de tissus par tranche d'âge 15
Figure 24 : Préférences en matière de dessous menstruels 16
Figure 25 : Préférences en matière de protections (dessous menstruel) 16
Figure 26 : Préférences protections menstruelles par tranches d'âges 17
Figure 27: Entretien avec une lycéenne au Plateau - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL 17
Figure 28 : Raisons de la préférence des dessous réutilisables 18
Figure 29 : Choix des dessous par revenu mensuel 19
Figure 30 : Stigmatisation durant les règles par appartenance religieuse 19
Figure 31 : Stigmatisation durant les règles par groupe ethnique 20
Figure 32 : Stigmatisation par niveau d'instruction 21
Figure 33 : Moment de gêne/honte lors des menstrues 22
Figure 34: Conséquences de la stigmatisation liée aux règles 23
Figure 35 : Conséquence des rejets sur le quotidien par niveau d'instruction 23

Figure 36 : Conséquence des rejets sur le quotidien par tranche d'âge 24
Figure 37 : Conséquence de la stigmatisation des femmes menstruées sous l'aspect culturel . 24
Figure 38 : Conséquences de la stigmatisation sous l'auspice religieux 25
Figure 39 : Parler de menstrues par tranche d'age 25
Figure 40 : Parler des menstrues par Communes du District d'Abidjan 26
Figure 41 : Parler de menstrues sous l'aspect religieux 27
Figure 42 : Parler des règles sous l'aspect ethnique 27
Figure 43 : Difficulté à parler de règles avec les hommes 28
Figure 44 : Gêne ou honte de parler des règles par communes 29
Figure 45 : Gêne ou honte de parler des règles par groupe ethnique 29
Figure 46: Gêne ou honte de parler des règles par religion 30
Figure 47: Enquêtrice GSL avec sa tablette - Enquête sur la précarité menstruelle 30
Figure 48 : Règles comme un phénomène naturel sous l'aspect religieux 31
Figure 49 : Règles comme source de vie et de fécondité sous l'aspect culturel 32
Figure 50 : Règles sales sous l'aspect religieux 33
Figure 51: Entretien avec un homme au Plateau - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL 33
Figure 52 : Règles sales sous l'aspect culturel 34
Figure 53 : Femme impure pendant les règles 34
Figure 54 : Femme indigne pendant les règles sous l'aspect religieux 35
Figure 55 : Femme indigne pendant les règles sous l'aspect culturel 35
Figure 56 : Règles dégoutantes sous l'aspect religieux 36
Figure 57: Règles dégoutantes sous l'aspect culture 36
Figure 58 : Raisons du refus des rapports sexuels durant la période menstruelle 37
Figure 59 : Accès aux toilettes saines dans les communes 38
Figure 60 : Accès aux toilettes saines selon le niveau d'instruction 39
Figure 61: Lycéen(nes)s d'Anyama - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL 39
Figure 62 : Nombre de femmes infectées 40
Figure 63 : Nombre de femmes infectées par niveau d'instruction 40
Figure 64 : Nombre de femmes infectées par tranche d'âges 41
Figure 65: Coordinatrice à droite, Superviseuse en ligne à gauche – Mission de suivi à Abobo-Equipe GSL 41
Figure 66 : Raisons du manque d'accès aux toilettes 42
Figure 67 : Budget menstruel par communes 42
Figure 68 : Evaluation du budget 43
Figure 69 : Bénéficiaires d'aides 44
Figure 70 : **Impact** du manque de moyens financiers pour les protections 44
Figure 71: Recours aux solutions alternatives 45
Figure 72 : Marché d'Adjamé, Enquête sur la précarité menstruelle 45
Figure 73 : Protections alternatives et non-adaptées 46
Figure 74 : Impact des règles sur les activités quotidiennes par niveau d'instruction 46

Figure 75 : Impact des règles sur les activités quotidiennes par tranche d'âge 47
Figure 76: Directrice Technique du GSL..... 47
Figure 77 : Implication des pouvoirs dans la lutte contre la précarité menstruelle 48
Figure 78 : Formes de soutiens souhaités 49
Figure 79 : Elèves d'un lycée d'Anyama, Enquête sur la précarité menstruelle - GSL..... 49
Figure 80 : Equipe GSL (enquêtrices, superviseuses et directrice technique) devant le siège social de CPDEFM..... 1
Figure 81: Une passante au marché d'Adjamé - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL 53

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3 : Solutions faites aux (Gouvernement, ONG, Ecoles, Entreprises) pour une meilleure gestion des menstrues..... 50

Figure 1: Prise de vue de lycéennes sortant des classes - Anyama - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL

RESUME EXECUTIF

L'Organisation des **C**itoyennes pour la **P**romotion et **D**éfense des **D**roits des **E**nfants, **F**emmes et **M**inorités (**CPDEFM**), a, dans le cadre de l'implantation de son Programme **G**ender and **GBV S**tudies **L**aboratory (**GSL**), avec le soutien financier de la **Fondation de l'Innovation pour la Démocratie**, réalisé une **enquête inédite sur la précarité menstruelle dans le grand Abidjan** (13 Communes) ; une première en effet en Côte d'Ivoire.

Cette étude quantitative avec un volet qualitatif, exécutée à l'aide d'un questionnaire à modalité de réponses fermées pour la plupart et ouvertes pour d'autres, puis soumis à **l'échantillon (un total de 2927 personnes dont 90% de femmes et 10% d'hommes**) a permis de déceler que :

1- La précarité menstruelle est une réalité en Côte d'Ivoire, principalement à Abidjan et **les femmes n'ayant pas de revenus mensuels en sont les plus exposées à 44,48%**, de même que les filles et adolescentes, ne percevant pas d'argent de poche ;
2- Les femmes, filles et jeunes filles menstruées sont 15,71% à accéder difficilement aux protections (dessous jetables) durant leur période menstruelle ;
3- Elles sont **55% qui ont recours aux protections alternatives comme les morceaux de pagnes** communément appelés « *Kodjo* » (parce que plus accessibles, presque gratuit et ayant une valeur traditionnelle), contre **43% qui utilisent parfois, les couches de bébé, papiers toilettes, essuie-tout, durant leurs règles** ;
4- **Les filles de la tranche d'âge de 11 à 14 ans en sont des plus exposées, parce que plus nombreuses soit 60%, à recourir aux protections non-adaptées voire dangereuses** pour la santé génitale, comme entre autres les chiffons (mousses) comme dessous lors de leur menstruation ;
5- **32% des interrogées affirment avoir déjà contracté une infection génitale du fait de toilettes publiques insalubres** ; un phénomène beaucoup observé dans les établissements primaires et secondaires publics ;
6- **Les règles douloureuses, sont aussi une réalité pour 25% de femmes et de jeunes filles** menstruées, causant parfois l'absentéisme aux cours comme au travail ;
7- Les **femmes Mandés nord, sont des plus exposées à la stigmatisation liée aux menstrues, à 66,41%**, par rapport aux autres groupes ethniques. Le sentiment de honte et d'isolement social sont des plus ressentis ;

8- En ce qui concerne la perception des hommes sur les menstrues, si 100% des interrogés trouvent les règles naturelles chez une femme (source de vie et de fécondité), **ils sont 67% de musulmans, contre 30% de chrétiens, à les trouver sales et impures** ;

9- Quant à l'implication ou non, des pouvoirs publics dans la gestion menstruelle, elle a été qualifiée de « *pas du tout* », par **67% de la population abidjanaise interrogée, toutes tendances confondues. Laquelle approuve par ailleurs à 100%, la distribution gratuite des protections menstruelles et réduction des coûts de ces protections**, par l'Etat de Côte d'Ivoire.

Après analyses approfondies des différents facteurs, un ensemble de recommandations ont été adressées aux différentes parties prenantes, en vue de la tolérance zéro face à la précarité menstruelle.

Figure 2: Cheffe d'équipe-terrain GSL en entretien avec une lycéenne à Anyama - Enquête sur la précarité menstruelle

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS ii

LISTE DES GRAPHIQUES iii

LISTE DES TABLEAUX v

RESUME EXECUTIF vii

SOMMAIRE ix

INTRODUCTION GENERALE 1

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE 1

II- CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DES ENQUETE(E)S 6

III- RAPPORT DES FEMMES, JEUNES FILLES ET FILLES AVEC LEURS REGLES 6

IV- LES STEREOTYPES ET DIFFICULTES AUXQUELS FONT FACE LES FEMMES, JEUNES FILLES ET FILLES DURANT LEUR PERIODE DE MENSTRUATION 9

V- PERCEPTION DES HOMMES ET PERSONNES NON-BINAIRES VIS-A-VIS DES REGLES 31

VI- L'ACCES AUX RESSOURCES 38

VII- IMPACT DE LA PRECARITE MENSTRUELLE SUR LA SANTE ET LA VIE QUOTIDIENNE DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES 45

VIII- DE L'INEXISTENCE DE POLITIQUE NATIONAL DE SOUTIEN DANS LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE MENSTRUELLE EN CÔTE D'IVOIRE 48

IX- PROPOSITIONS DES POPULATIONS EN VUE DE LA REDUCTION DES STEREOTYPES ET STIGMATISATIONS A L'ENCONTRE DES FEMMES, JEUNES FILLES ET FILLES MENSTRUEES 50

CONCLUSION GENERALE 52

RECOMMANDATIONS EN VUE DE L'ERADICATION DE LA PRECARITE MENSTRUELLE EN CÔTE D'IVOIRE 53

BLIOGRAPHIE 53

TABLE DES MATIERES ..... a

INTRODUCTION GENERALE

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

Chaque jour à travers le monde, environ 800 millions de personnes en âge de procréer ont leurs règles ; une réalité biologique universelle, pourtant entourée de tabous et synonyme de vulnérabilité accrue pour de nombreuses personnes menstruées. Or les menstruations sont une question de santé, de droit, de dignité, d'égalité et de sécurité. (*Médecins du Monde : Qu'est-ce que la précarité menstruelle ?*) Selon le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), la précarité menstruelle désigne : *« les difficultés de nombreuses femmes et filles à se payer des protections hygiéniques à cause de leurs faibles revenus »*. Elle comprend aussi le poids financier des antidouleurs, ou encore des sous-vêtements de rechange. Derrière ce terme se cache une diversité de situations : la précarité menstruelle vient s'ajouter aux difficultés économiques et sociales auxquelles sont confrontées chaque jour, les personnes les plus vulnérables. Selon l'Unesco, en Afrique subsaharienne, une fille sur dix ne va pas à l'école pendant son cycle menstruel. Ce qui correspond à 20% de temps scolaire perdu chaque année pour elle.

En Côte d'Ivoire, le manque d'informations sur la gestion des menstrues et de moyens financiers pour l'achat des serviettes périodiques jetables pour les couches les plus défavorisées, exposent plusieurs femmes, filles et jeunes filles, à des vulnérabilités de nature à impacter leur santé et hygiène menstruelle. Face au constat du manque de données probants en la matière, permettant d'analyser le phénomène et ses conséquences sur elles, l'Organisation des **C**itoyennes pour la **P**romotion et **D**éfense des **D**roits des **E**nfants, **F**emmes et **M**inorités (**CPDEFM**), à travers son laboratoire de recherche dédié aux études sur les Violences Basées sur le Genre, (plus spécifiquement sur les Violences Faites aux Femmes et aux Filles), dénommé : **G**ender and **GBV** **S**tudies **L**aboratory (**GSL**), entreprend de réaliser la présente enquête, sur la manifestation de la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire, notamment dans le grand Abidjan. Laquelle permettra de mettre en lumière les difficultés et stéréotypes auxquels sont confrontés les femmes et les jeunes filles en générale, et celles en situation de précarité financière en particulier. Cette étude permettra par ailleurs de relever les causes sous-jacentes des difficultés identifiées, le degré d'implication des pouvoirs publics et les moyens et pistes de solutions pour y remédier.

B- Objectifs de l'étude

Cette étude vise à lutter contre la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire, par la documentation de la manifestation du phénomène et de ses conséquences sur les femmes, filles et jeunes filles menstruées dans le District d'Abidjan. Ce, afin de susciter des actions fortes des pouvoirs publics et Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

De façon spécifique, il s'agit de :

- Mettre en lumière les stéréotypes et difficultés auxquels font face les femmes, filles et jeunes filles durant leur période menstruelle, avec un accent particulier sur celles en situation de précarité financière ;
- Analyser et évaluer l'impact de la précarité menstruelle sur le quotidien des femmes, filles et jeunes filles, avec un accent particulier sur celles en situation de précarité financière ;
- Évaluer l'accès aux ressources indispensables à la bonne gestion des menstrues ;
- Évaluer les conséquences de la stigmatisation liée à la précarité menstruelle sur les femmes, filles et jeunes filles ;
- Explorer les politiques de soutien et degrés d'implication des pouvoirs publics sur la problématique ;
- Faire des recommandations en vue de l'amélioration de la gestion menstruelle, de l'accès des femmes, filles et jeunes filles aux ressources et protections hygiéniques, et de la réduction voire de l'élimination des violences à leur égard notamment de la stigmatisation, du rejet.

C- Méthodologie de travail

Pour la réalisation de cette enquête, l'approche quantitative incluant un volet qualitatif a été retenue. Les informations ont été recueillies par l'entremise d'un questionnaire comportant des questions fermées et ouvertes, administrées à la population cible. Laquelle population est composée de 90% de femmes et 10% d'hommes, compte tenu du sujet qui concerne particulièrement la dignité de la femme et issue des différents milieux socio-économiques. Un accent particulier a de ce fait été accordé à celles des milieux défavorisés, en zone urbain notamment à Abidjan, Capitale économique de la Côte d'Ivoire et ville la plus peuplée avec 6,321 017 d'habitants en 2021 (RGPH).

L'échantillonnage a été déterminé à partir de la **méthode non-probabiliste** pour assurer la représentativité des répondantes de l'ensemble de la population abidjanaise. Quant à **la taille de l'échantillon,** sa détermination a été effectuée par le biais de la **méthode par quota**. Ce, en raison de la thématique du sujet, de sa cible particulière et des informations spécifiques à recueillir. Les répondant(e)s ont ainsi été sélectionné(e)s, selon les critères spécifiques suivants : le sexe, le niveau d'instruction et de revenus, la commune, etc. Quant à la détermination de la taille de l'échantillon, cela a été faite selon la formule suivante :

$$n = m * (Z_{1-\alpha/2})^2 * \frac{p(1-p)}{e^2} * k$$

n : Taille de l'échantillon

$\boldsymbol{Z_x}$: Le quantile d'ordre x de la loi normale centrée réduite

p : Variable d'intérêt ; 0,5

k : Ajustement par rapport au plan d'échantillonnage (effet de grappe)

e : Marge d'erreur ; Fixé en 5%

$\boldsymbol{\alpha}$: Niveau de significativité fixé à 5% ; Z=1,96 en général

m **:** Coefficient de majoration pour tenir compte des non-réponses fixé à 1,05

La taille de l'échantillon est donc de **2927 personnes dont 40% des femmes de 15 ans et plus, 30% des jeunes filles de 11-14ans et 20% des filles de 8-10 ans et 10% des hommes de 14-50 ans.** Des questions pour la plupart fermées, ont été administrées aux femmes, jeunes filles et filles, de même qu'aux hommes, de la période allant du 22 février au 11 mars 2025.

Les informations, une fois recueillies sur le terrain, ont été organisées et traitées avec la plus grande confidentialité. Il est à noter qu'avant le démarrage de chaque entretien, le consentement des répondant(e)s a été requis. La qualité des données recueillies, le suivi et contrôle journalier des travaux des enquêtrices a ainsi été assurée par une équipe de superviseuses en ligne. Quant à la collecte de terrain, la supervision s'est faite par une superviseuse-terrain. Nos enquêtrices au nombre de neuf (9), ont été déportées dans chacune des treize (13) Communes du District d'Abidjan, muni de tablettes Samsung de dernière génération. Le mécanisme électronique de contrôle à distance, intégré dans chacune des tablettes, a permis de réguler les heures de travail, et de s'assurer de la présence effective des enquêtrices, dans les différentes communes affrétées à cet effet par la Coordinatrice-Projet et aux heures de travail défini. Les informations, une fois collectées par le biais du ***''Survey Solution''***, logiciel nouvellement à point, ont été stockées dans le serveur en ligne du Programme GSL (https://cpdefm-gsl.org), puis traitées avec le Logiciel SPSS version IBM 25. Le tableur Excel a permis de faire ressortir les différents graphiques.

Par ailleurs, dans l'optique de s'assurer que le questionnaire est conçu de manière appropriée et de minimiser les risques de fausses réponses et de biais, une phase pilote a été réalisée en amont dans la zone d'enquête.

Difficultés rencontrées

La question des règles étant une question très taboue dans nos communautés traditionnelles comme religieuses, les répondantes ont eu du mal à s'ouvrir aux enquêtrices. En effet, plusieurs parmi elles, étaient gênées de parler de cela, vu l'omerta fomenté par la société autour des règles. Il a donc été difficile de parvenir à leur arracher des mots. Ce qui a rendu l'enquête un peu pénible. Les femmes, filles et jeunes filles interrogées, ne parlaient seulement qu'après un long processus de mise en confiance par les enquêtrices, et la garantie de la préservation de la confidentialité de leur identité.

D) Communes cibles

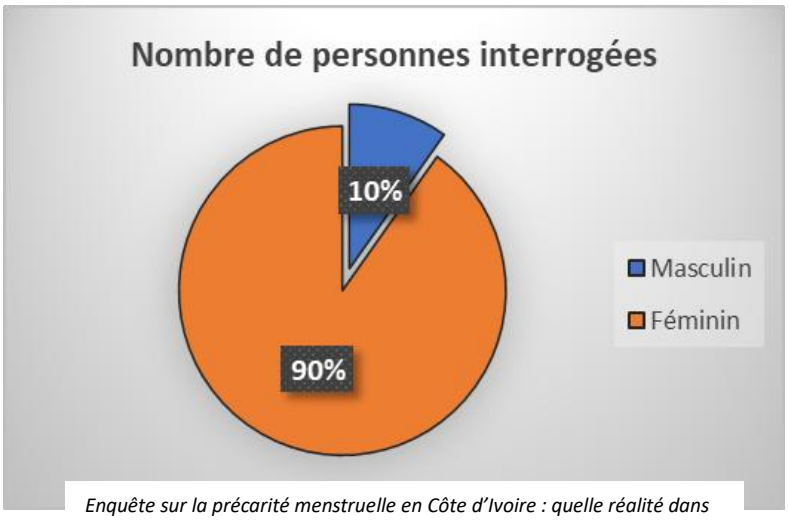
La présente enquête a été réalisée dans la capitale économique ivoirienne, située au sud du pays, le District d'Abidjan composé de treize (13) Communes : Treichville, Cocody, Adjamé, Bingerville, Marcory, Koumassi, Port Bouët, Abobo, Yopougon, Anyama, Attécoubé et Songon a abrité cette étude sur la précarité menstruelle.

Image 1 ***Google Mappes : Carte de la ville d'Abidjan***

Figure 3: Directrice technique du GSL et son équipe en mission de suivi à Abobo - Enquête sur la précarité menstruelle

II- CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DES ENQUETE(E)S

Figure 4 : Nombre de personnes interrogées



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

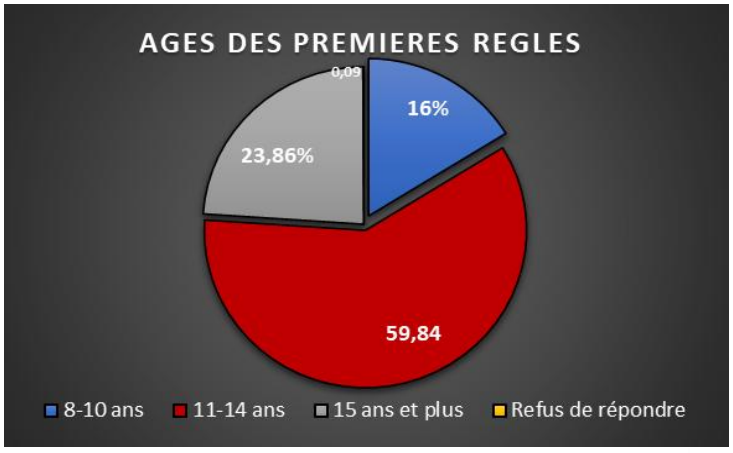
Ce sont au total **2927 personnes** interrogées dans chacune des 13 communes du District d'Abidjan dont **90% de femmes,** soit **2639** ont mis en lumière les problèmes auxquels elles sont confrontées dans la gestion de leurs menstrues et **10% d'hommes** soit **288,** qui ont donné leur opinion, conception et perception des menstrues chez la femme.

III- RAPPORT DES FEMMES, JEUNES FILLES ET FILLES AVEC LEURS REGLES

Les règles ou menstrues désignent le saignement périodique physiologique, provenant de la muqueuse utérine (endomètre), qui se produit chez la femme non enceinte et en âge de procréer à intervalles réguliers. C'est une partie du cycle menstruel qui dure en moyenne 28 jours. Ce, bien que cela puisse varier d'une femme à une autre. De ce fait, la gestion et le rapport de la femme, fille et jeune fille à ce phénomène physiologique, varie selon son environnement, sa culture, sa religion et ses conditions financières.

A- L'apparition des premières règles et l'éducation menstruelle au sein des familles

Figure 5 : Âge des premières règles



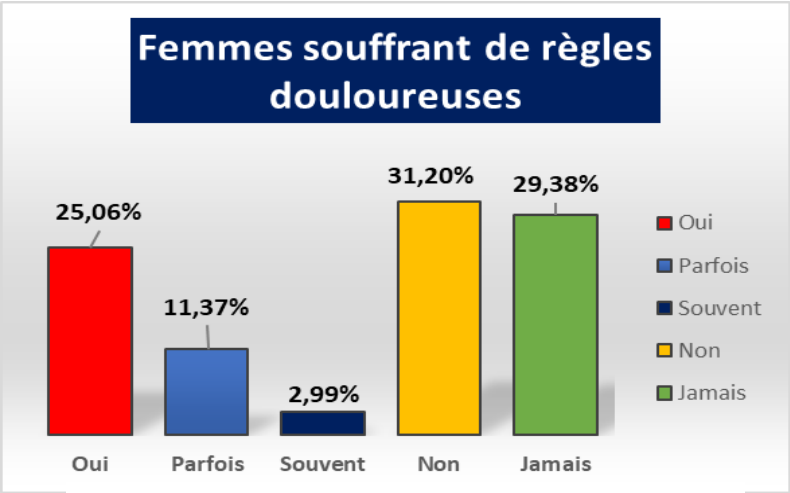
En général, les premières règles apparaissent chez la jeune fille entre 11 et 14 ans (59,84%), puis chez les 15 ans et plus, à 23,86% contre 16% chez les fillettes de 8 à 10 ans.

Les règles disparaissent en général à la ménopause entre 45 et 55 ans.

Ce qui revient à **39 ans de cycles dont 500 cycles** au cours de la vie chez la femme.

B- L'état de la femme, jeune fille et fille pendant les règles

Figure 6 : Nombre de femmes souffrant des règles douloureuses

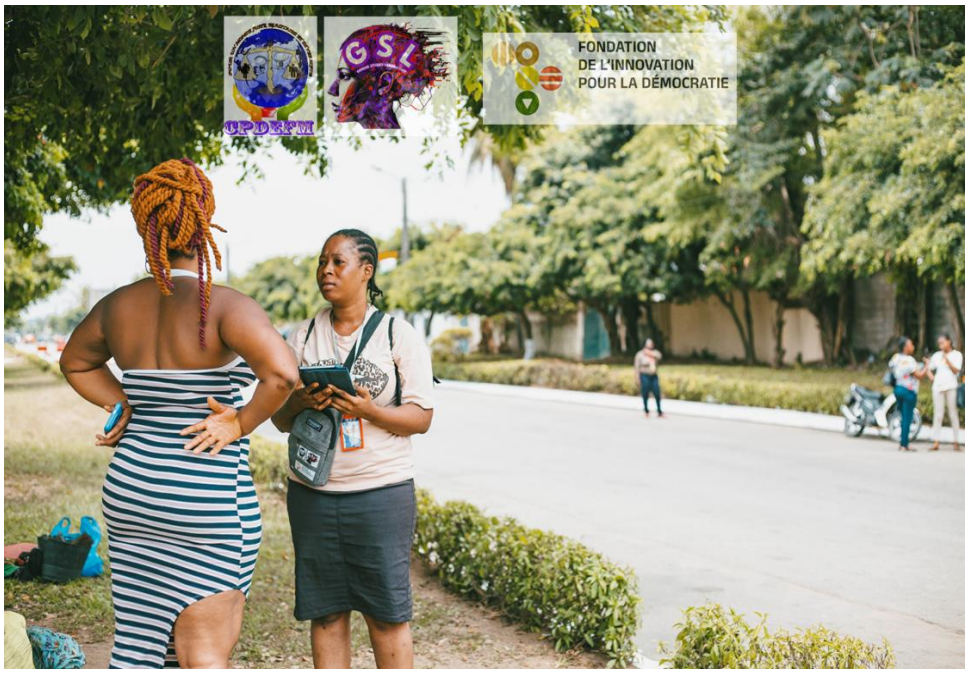


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

La menstruation, phénomène physiologique normal, est souvent caractérisée par des douleurs lors de son écoulement chez certaines femmes, jeunes filles et filles. Le type de douleur varie d'une femme à une autre, au cours d'une même vie. (*Bœuf 2020, Conseil du Statut de la Femme du Québec)*.

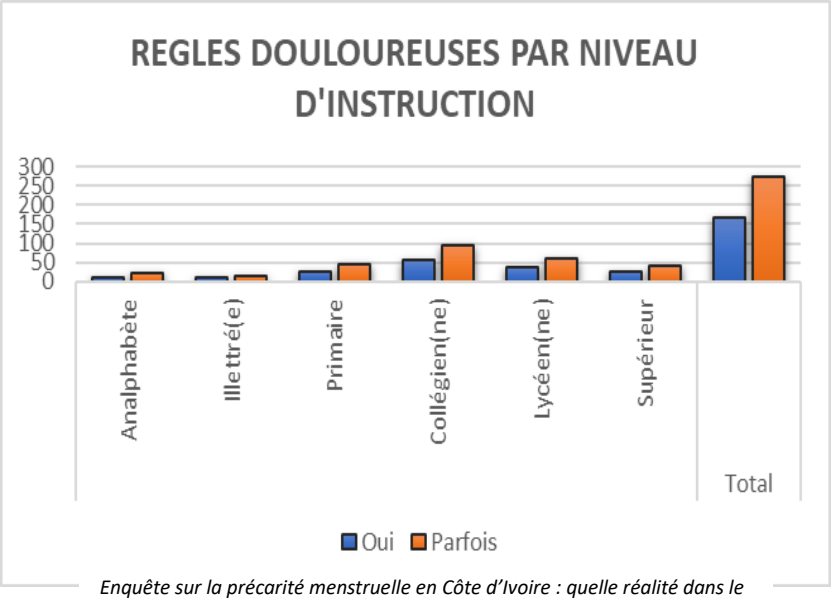
En Côte d'Ivoire précisément à Abidjan, les femmes, filles et adolescentes menstruées, sont 25,06% à souffrir de règles douloureuses. Cette pathologie également appelées *« dysménorrhée »*, est un phénomène fréquent ; surtout chez les adolescentes et jeunes femmes. Ces douleurs sont causées par des contractions de l'utérus, qui essaie d'expulser sa muqueuse. Elles sont souvent très intenses, invalidantes et persistantes. Il est important de relever qu'il n'existe jusqu'ici, aucun traitement médical, permettant de soigner et de guérir des règles douloureuses. Les femmes qui vivent cela sont très souvent abandonnées à leur sort ; obligées de recourir à la médecine traditionnelle ou à la prise de calmants. Ces douleurs invalidantes pour certaines, sont un réel

Figure 7: Entretien avec une femme à Abobo - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL



calvaire, allant jusqu'à créer l'isolement. Il est donc important, qu'un suivi médical et recherches sanitaires approfondies soient réalisé, afin de trouver le remède.

Figure 8 : Femmes souffrant des règles douloureuses par niveau d'instruction

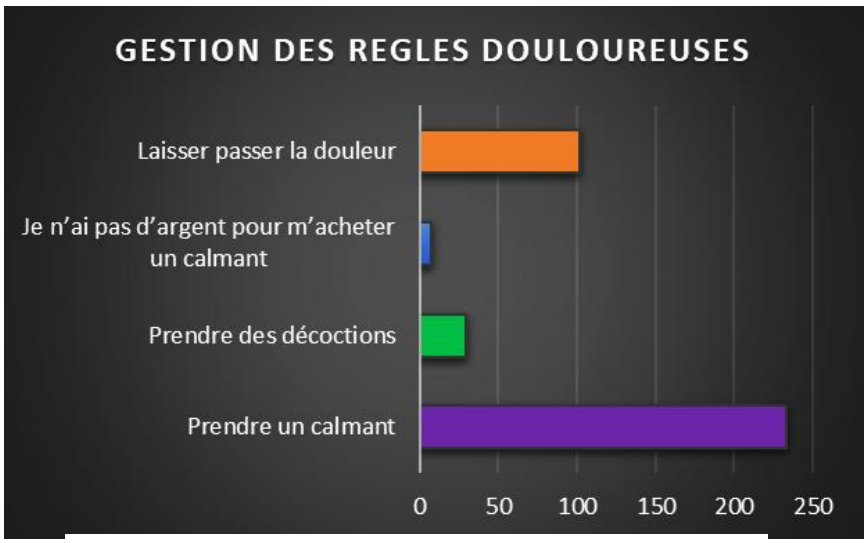


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

De manière consécutive, **33,93% de collégiennes**, **21,43% des lycéennes**, **16,07% des filles du supérieur**, **15,48% du primaire**, **5,95% d'illettrées** et **7,14% des analphabètes répondent par l'affirmatif**. Elles sont par ailleurs 34,31% de collégiennes, 21,53% des lycéennes, 16,06% du primaire, 14,96% du supérieur, 5,11% d'illettrées et 8,03% des analphabètes, à ne ressentir des douleurs que *''parfois''*.

C- Gestion des règles douloureuses

Figure 9 : Gestion des règles douloureuses



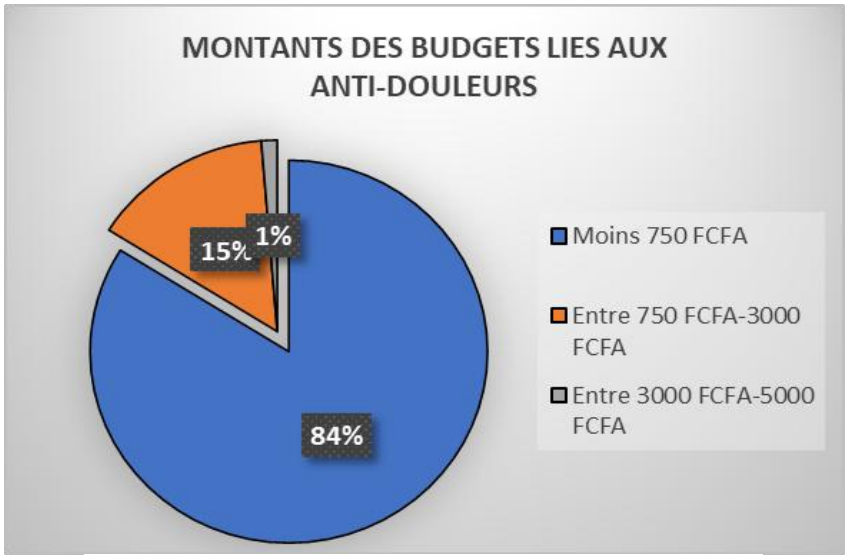
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

Concernant la gestion des douleurs, **elles sont 62,80% à prendre des calmants**, contre **27,49% à ne rien prendre, laissant passer la douleur**.

7,82% prennent en revanche des décoctions et 1,89% n'ont pas d'argent pour s'acheter un calmant.

D- Montants liés aux antidouleurs

Figure 10 : Montant des antidouleurs



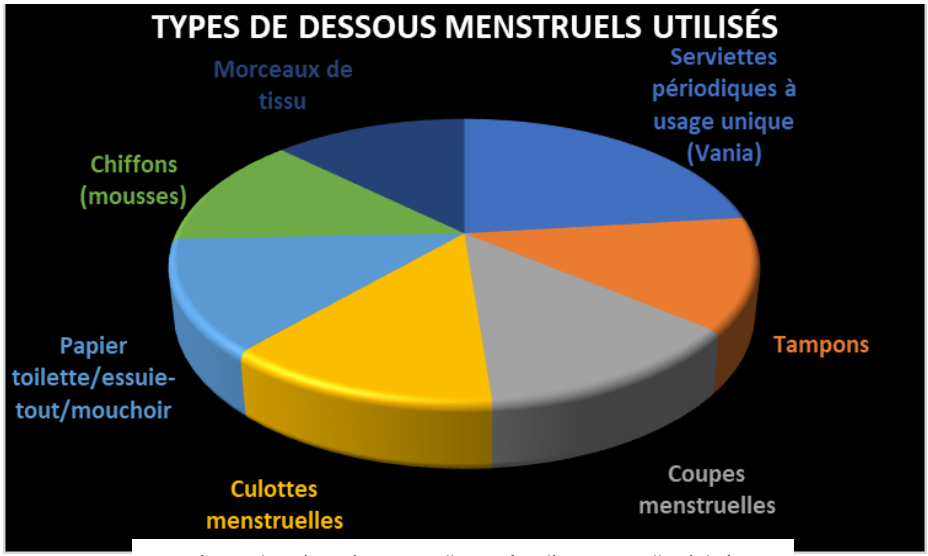
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

84% des femmes et filles dépensent moins de 750 Fcfa (environ 1,29 USD) pour les antidouleurs, pendant que **15% d'entre elles dépensent entre 750 et 3000 Fcfa** (1,29 et 5,17 USD) contre **seulement 1% qui dépensent entre 3000 et 5000 Fcfa** pour se soulager.

IV- LES STEREOTYPES ET DIFFICULTES AUXQUELS FONT FACE LES FEMMES, JEUNES FILLES ET FILLES DURANT LEUR PERIODE DE MENSTRUATION

Nombre de stéréotypes et de difficultés fusent en effet, de la part des communautés envers les personnes menstruées de sexe féminin. Ce qui conduit irréversiblement ces dernières, au rejet et à la stigmatisation.

Figure 11.1 : Types de dessous menstruels utilisés



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

Bien que le choix du type de protections (dessous menstruels) soit dans quelques cas, influencé par les préjugés de leur

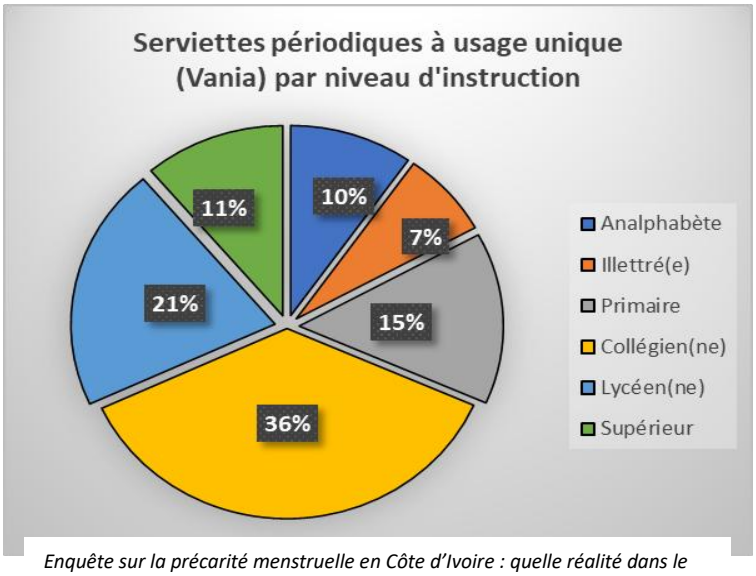
environnement immédiat, les femmes, filles jeunes filles menstruées, effectuent pour la plupart leur choix en fonction de préférences propres à chacune ; quoique, le manque de ressources financiers et de disponibilités contraint d'autres à s'accommoder.

Au total, les **serviettes à usage unique sont utilisées par 23%** d'entre elles, contre **13% qui respectivement utilisent : les tampons, les coupes menstruelles, culottes menstruelles, papiers toilettes/essuie-tout, chiffons (mousses) et morceaux de pagnes** (traditionnellement appelés « *kodjo* »).

1- Choix détaillé de l'utilisation des protections menstruelles par les femmes, jeunes filles et filles

a) Utilisation des serviettes périodiques à usage unique (Vania)

Figure 12 : Choix des serviettes périodiques à usage unique par niveau d'instruction



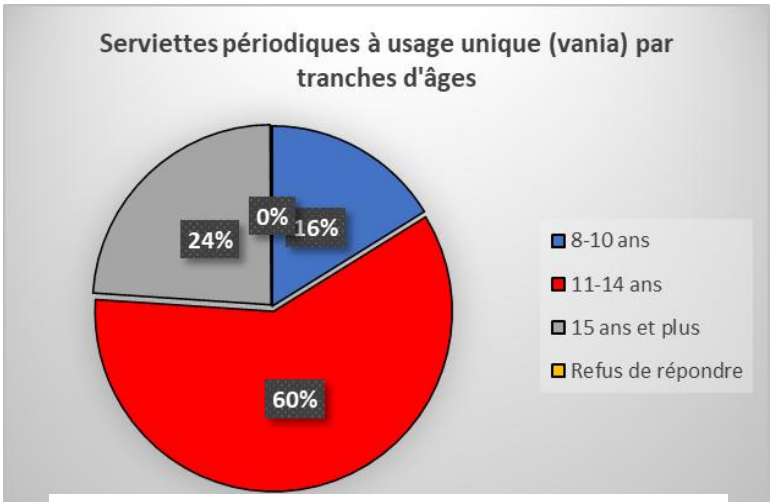
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

Les serviettes périodiques (Vania)[1] sont conçues en polypropylène ; matières plastiques douces respirantes et hypoallergénique recouvertes d'un voile de coton.

Plusieurs raisons sous-tendent leurs choix par les femmes menstruées. Ces serviettes périodiques à usage unique, sont en effet **utilisées par 36% de collégiennes, 21% de lycéennes, 15% du niveau primaire, 11% du supérieur, 10% d'analphabètes et 7% d'illettrées.**

[1] ***Vania*** *est le nom d'une marque de dessous menstruel en*

Figure 13 : Choix des serviettes périodiques à usage unique par tranche d'âge



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

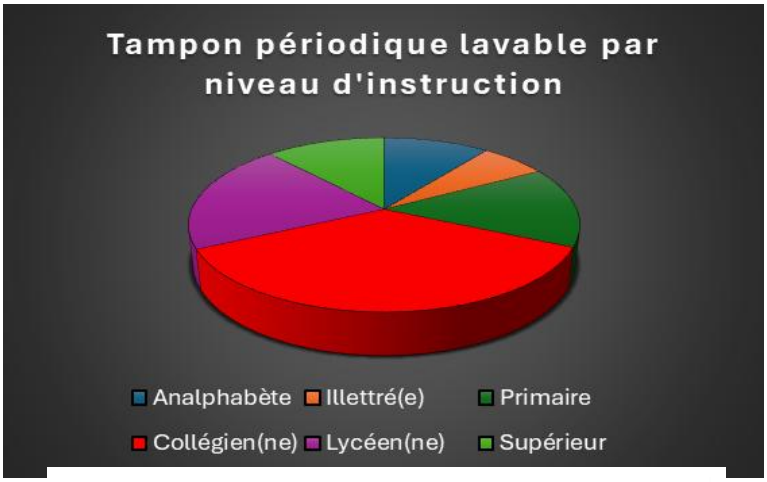
Ce sont les plus utilisées par les collégiennes et lycéennes, parce que facile d'utilisation, pratiques et confortables.

Remarquons par ailleurs, qu'environ 60% des filles âgées de 11-14 ans, 24% de 15 ans et plus et, 16% de 8-10 ans, utilisent la serviette à usage unique, mais de façon disproportionnée.

b) Utilisation du tampon périodique lavable

Le tampon périodique réutilisable, est conçu à partir des matières textiles absorbantes et lavables, fait pour être utilisé plusieurs fois.

Figure 14: Choix du tampon lavable par niveau d'instruction



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

Concernant le choix de ce produit, **elles sont 35,88% de filles du niveau collège, 20,54% niveau lycée, 14,98% niveau primaire, 10,38% d'analphabètes et 6,56% d'illétrées qui en utilisent**.

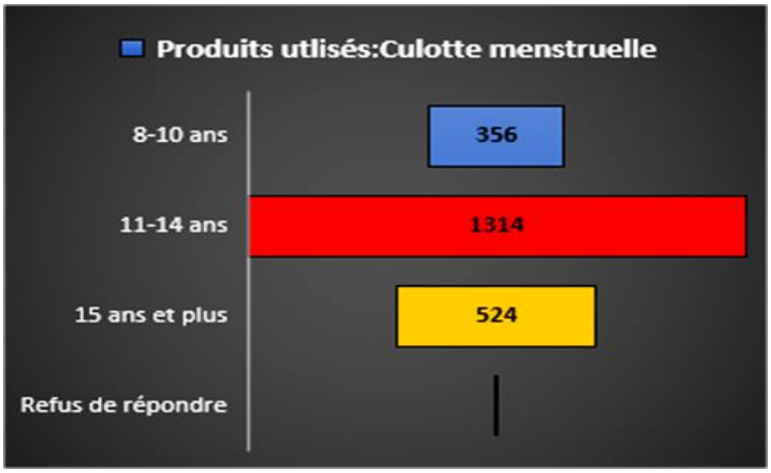
Figure 15: Entretien avec une jeune femme à Abobo - Enquête sur la précarité menstruelle

c) Utilisation des culottes menstruelles

La culotte menstruelle est constituée de plusieurs couches de différents tissus comme le coton, des tissus techniques absorbants et de l'élasthanne ou du nylon pour contenir le flux de sang (*CSFQC : 2021*).

A Abidjan, **35,88% de collégiennes**, **20,54% de lycéennes**, **14,98% du primaire**, **11,70% du supérieur**, **10,38% d'analphabètes** et **6,51% d'illettrées**, ont fait le choix de son utilisation.

Figure 16 : Choix de la culotte menstruelle par tranche d'âge



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

S'agissant des **préférences par tranche d'âges**, ce sont respectivement :

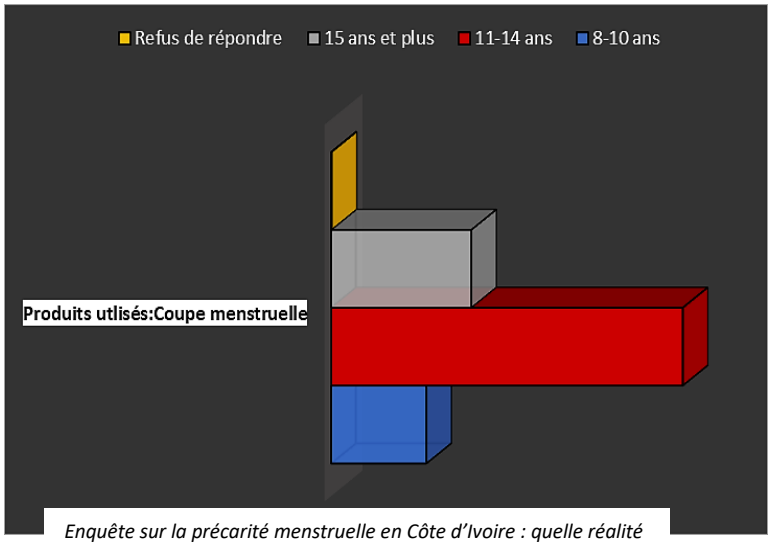
59,84% des filles et jeunes filles de 11-14 ans, 23,86% des femmes et jeunes filles de 15 ans et plus, et 16,21% de 8-10 ans qui affirment utiliser les culottes menstruelles.

d) Utilisation des coupes menstruelles

Une coupe menstruelle ou coupelle menstruelle est un appareil de protection hygiénique féminine utilisé lors des menstruations. Constitué d'une petite coupe en forme d'entonnoir aux bords arrondis et terminée le plus souvent par une petite tige, ce dispositif est le plus souvent composé de silicone médical.

En Côte d'Ivoire, particulièrement à Abidjan, les personnes menstruées sont de différentes couches à les utiliser. Cette préférence est en effet des plus observée **chez les 11 à 14 ans à 59,84%** ; puis **chez les 15 ans et plus à 23,86%** et **chez les 8 à 10 ans, à 16,21%**.

Figure 17 : Utilisation des coupes menstruelles par tranches d'âges

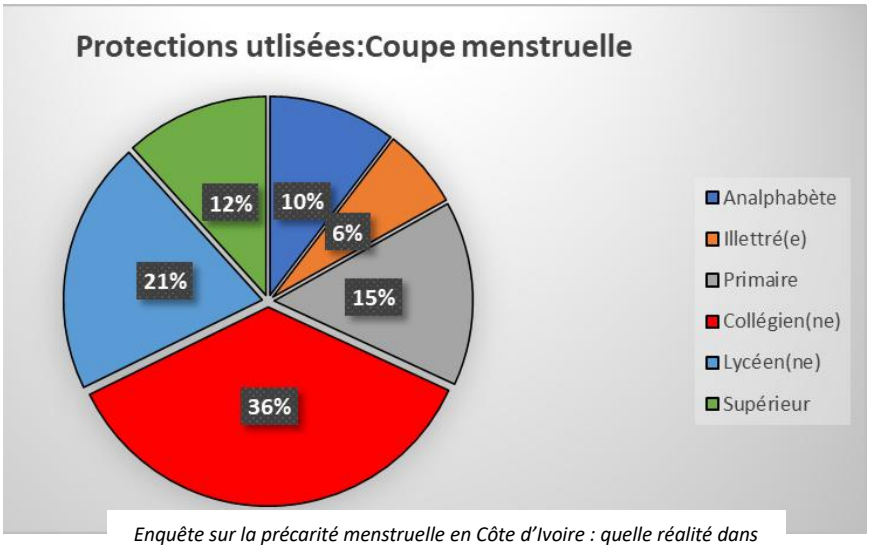


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

Quant au niveau d'instruction de ses utilisatrices, elles sont de toutes les différentes couches.

Les **collégiennes** sont ainsi **36% à utiliser les coupes**, contre **21% de lycéennes**, **15% d'écolières, 12% de niveau supérieur, 10% d'analphabètes** et, **6% d'illettrées**.

Figure 18 : Utilisation des coupes menstruelles par niveau d'instruction

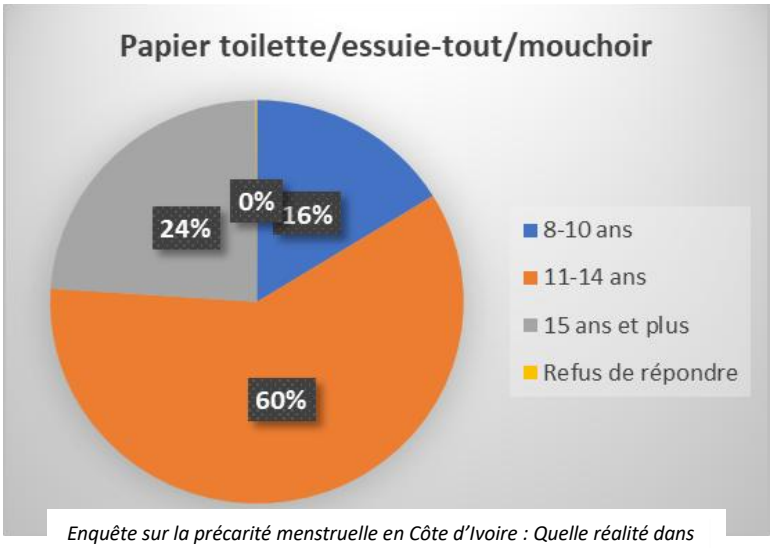


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le District d'Abidjan, CPDEFM-GSL, 2025.

e) Utilisation des papiers toilettes/essuie-tout/mouchoir

Triste est le constat qu'il y a bien des femmes, jeunes filles et filles vivant à Abidjan, qui utilisent régulièrement comme occasionnellement, des papiers toilettes/essuie-tout/mouchoirs comme protections durant leur période menstruelle. Ce sont respectivement **: 60% des filles et adolescentes de 11-14 ans, 24% des 15 ans et plus, et 16% de filles de 8-10 ans.**

Figure 19 : Choix des papiers toilettes par tranche d'âge



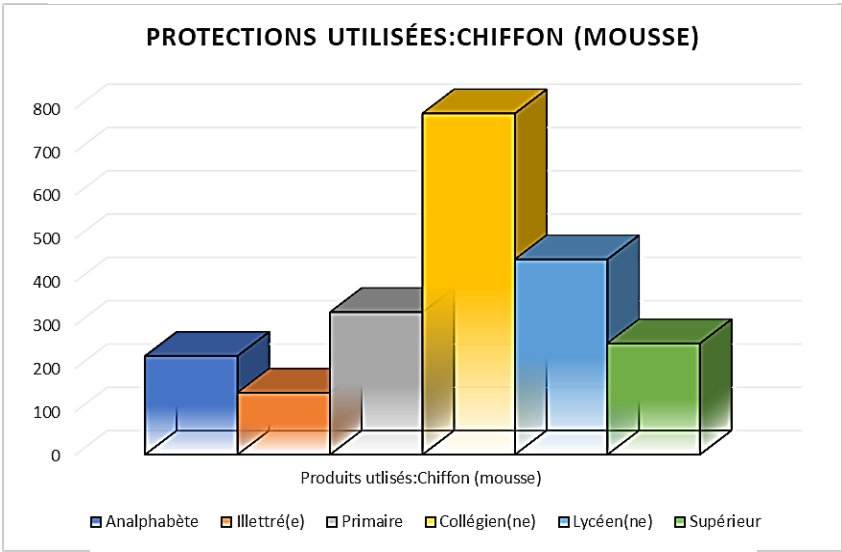
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

La tranche d'âge la plus exposée à cette utilisation en Côte d'Ivoire, notamment à Abidjan, est malheureusement les filles et adolescentes de 11 à 14 ans. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'elles sont novices et manquent généralement de conseils de leurs parents, des éducatrices/éducateurs sur les protections adaptées et celles dangereuses pour la santé

sexuelle. En effet, l'utilisation de papiers toilettes comme protection menstruelle, en l'absence d'autres options, peut présenter des risques sanitaires entraînant des infections, des irritations et un inconfort, notamment en raison d'un séchage insuffisant et d'une mauvaise hygiène. (*Action Contre La Faim : 2023*)

f) Utilisation du chiffon (mousse)

Figure 20 : Protections utilisées : Chiffon (mousse)

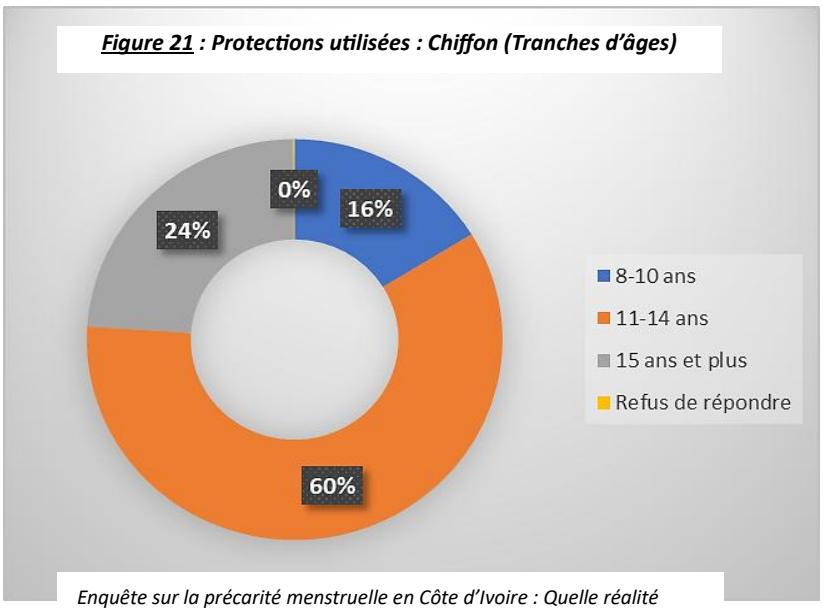


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ? CPDEFM-GSL, 2025.

Une proportion de **35,88% des collégiennes, 20,54% des lycéennes, 14,98 du primaire, 11,70% du supérieur, 10,38% des analphabètes et 6,51% des illettrées**, utilisent le chiffon ou la mousse des matelas pour recueillir le flux de sang pendant les menstrues.

En ce qui concerne l'utilisation par tranche d'âge, **les filles et jeunes filles de 11 à 14 ans en sont les plus exposées à 60%, suivi des 15 ans et plus, puis les filles de 8 à 10 ans à 16%.**

***Figure 21** : Protections utilisées : Chiffon (Tranches d'âges)*



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ? CPDEFM-GSL, 2025.

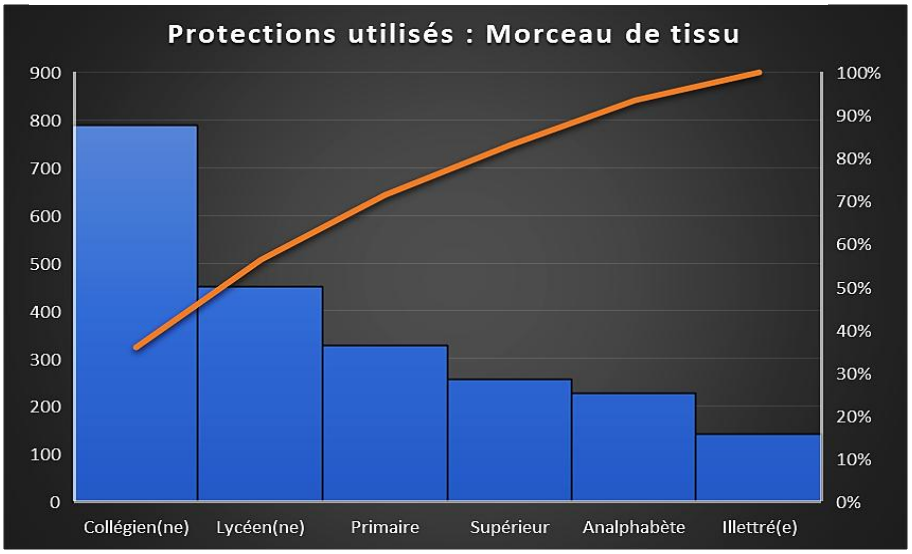
Il est à noter par ailleurs que le chiffon utilisé comme dessous menstruel, entraîne des conséquences désastreuses sur la santé sexuelle des femmes, des filles et jeunes filles qui l'utilise. En effet, les matières des chiffons peuvent être irritantes pour la peau, entraînant des démangeaisons et des rougeurs. Outre cela, les chiffons ou papiers sont peu absorbants et peuvent être source

d'humidité. Ce qui favorise la prolifération bactérienne et le développement d'infections. (*APF : 2023*)

g) Utilisation du morceau de tissu

Pour le morceau de tissu ou de pagnes usé, 35,88% de collégiennes, 20,54% de lycéennes, 14,98% du primaire, 10,38% d'analphabètes et 6,51% d'illettrées déclarent en utiliser chaque fois qu'elles sont dans le besoin. A ce propos, il faut retenir que contrairement aux papiers toilettes, chiffons, etc., les morceaux de pagnes communément appelé « ***Kodjo*** », ne sont pas nuisibles pour la santé dès l'instant où ils sont bien ensoleillés, à l'abri de l'humidité. Or, compte tenu du tabou qui entoure la question des règles en Afrique, principalement en Côte d'Ivoire, les *Kodjos* ne sont pas étalés au soleil mais bien dans les douches, les chambres ; ce qui est de nature à retarder voire ne pas permettre leur bon séchage. D'où l'augmentation des risques d'infections.

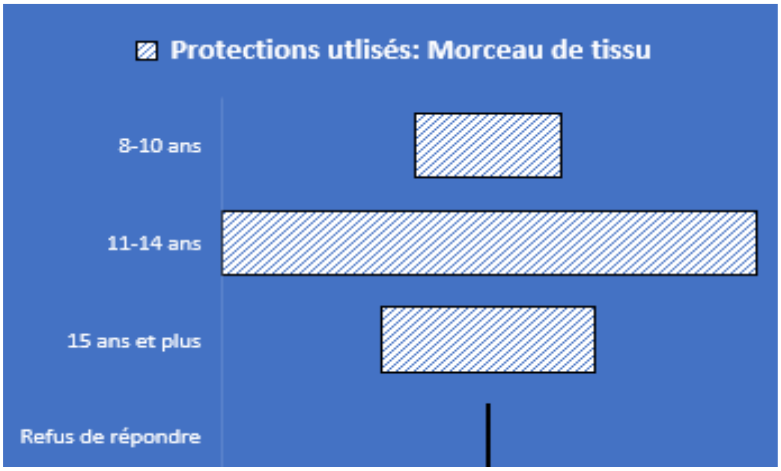
Figure 22 : Choix des morceaux de tissus par niveau d'instruction



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ? CPDEFM-GSL, 2025.

S'agissant des tranches d'âges les plus utilisatrices de cette protection alternative, il y a d'abord les jeunes filles de 11-14 ans dont 59,84%, ensuite les femmes et jeunes de 15 ans et plus avec 23,86%, et, les filles de 8-10 ans dont le pourcentage est de 16,21%, qui mentionnent utiliser le morceau de pagne pendant leurs règles.

Figure 23 : Choix des morceaux de tissus par tranche d'âge



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

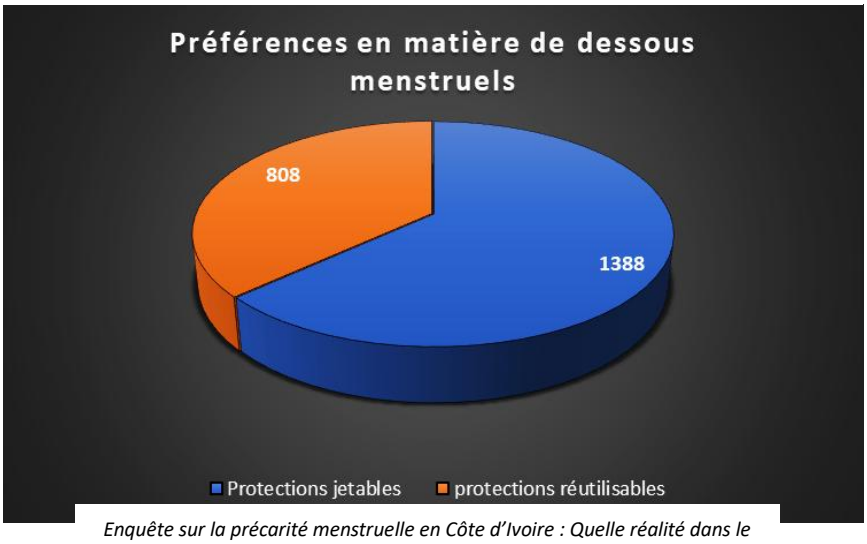
A la suite de l'identification des choix de produits menstruels par les répondantes, il parait juste de souligner que ces produits ont subi une évolution dans le temps et dans

l'espace. Des protections traditionnelles, l'on est passé à des protections plus modernes faciles d'utilisation et capables de retenir le flux de sang pendant un long moment. Paru au XXème siècle, les serviettes, les protèges dessous sont devenus adhésifs avec des modèles comportant des ailes latérales vendus avec une application et offerts sur le marché par des entreprises (CSFQC :2021).

Elles sont en effet, plus nombreuses, à utiliser cette méthode naturelle de protection, en raison de son coût à O Francs et qui reste très accessible pour celles en difficultés financières. Il faut aussi mentionner le fait que certaines pratiques familiales influencent aussi sur le choix des produits menstruels comme les morceaux de tissu qui serait un moyen de bien ''resserrer le vagin'' et d'éviter les infections.

h) Préférences de protections jetables ou réutilisables et raisons du choix par les femmes et filles menstruées

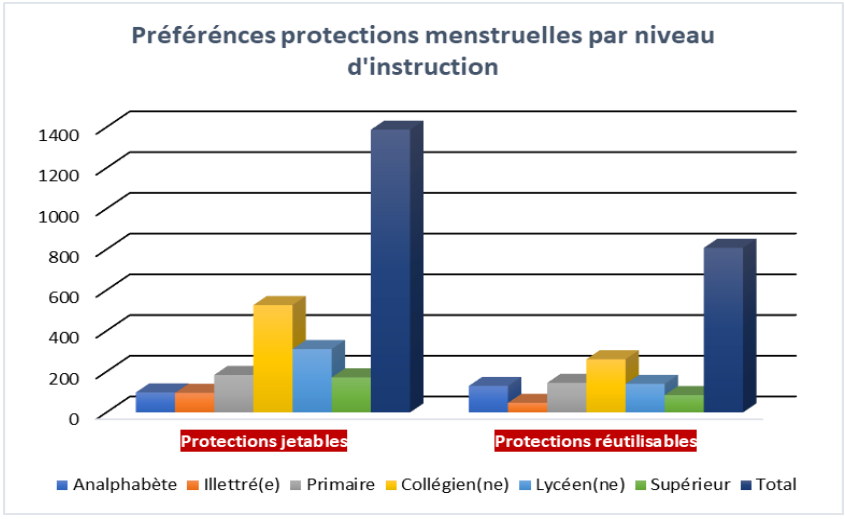
Figure 24 : Préférences en matière de dessous menstruels



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ? CPDEFM-GSL, 2025.

Les femmes, filles et jeunes filles interrogées dans le District d'Abidjan, sont **63% à préférer les protections jetables** lors de leurs menstrues, contre **37% qui optent pour les réutilisables.**

Figure 25 : Préférences en matière de protections (dessous menstruel)

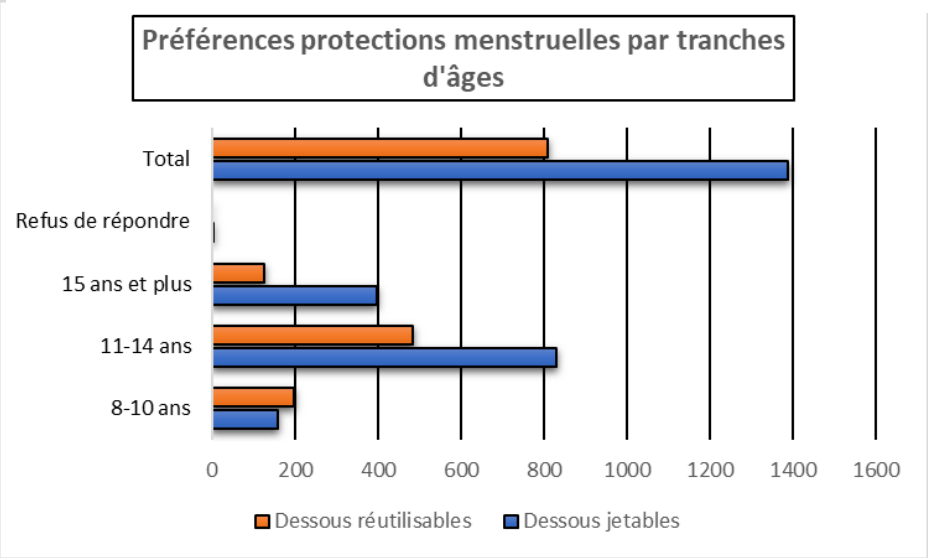


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ? CPDEFM-GSL, 2025.

Sur le total des 2927 personnes interrogées dont 2,621 femmes, jeunes filles et filles, ce sont respectivement 37,97% des collégiennes, 22,41% des lycéennes, 13,26% des écolières,

12,39% du niveau supérieur, 7% d'illettrées et, 6,92% d'analphabètes qui préfèrent les protections jetables, contre 32,30% de collégiennes, 17,95% de écolières, 17,33% de lycéennes, 16,09% d'analphabètes, 10,52% niveau supérieur et, 5,82% d'illettrées qui optent pour les protections réutilisables.

Figure 26 : Préférences protections menstruelles par tranches d'âges

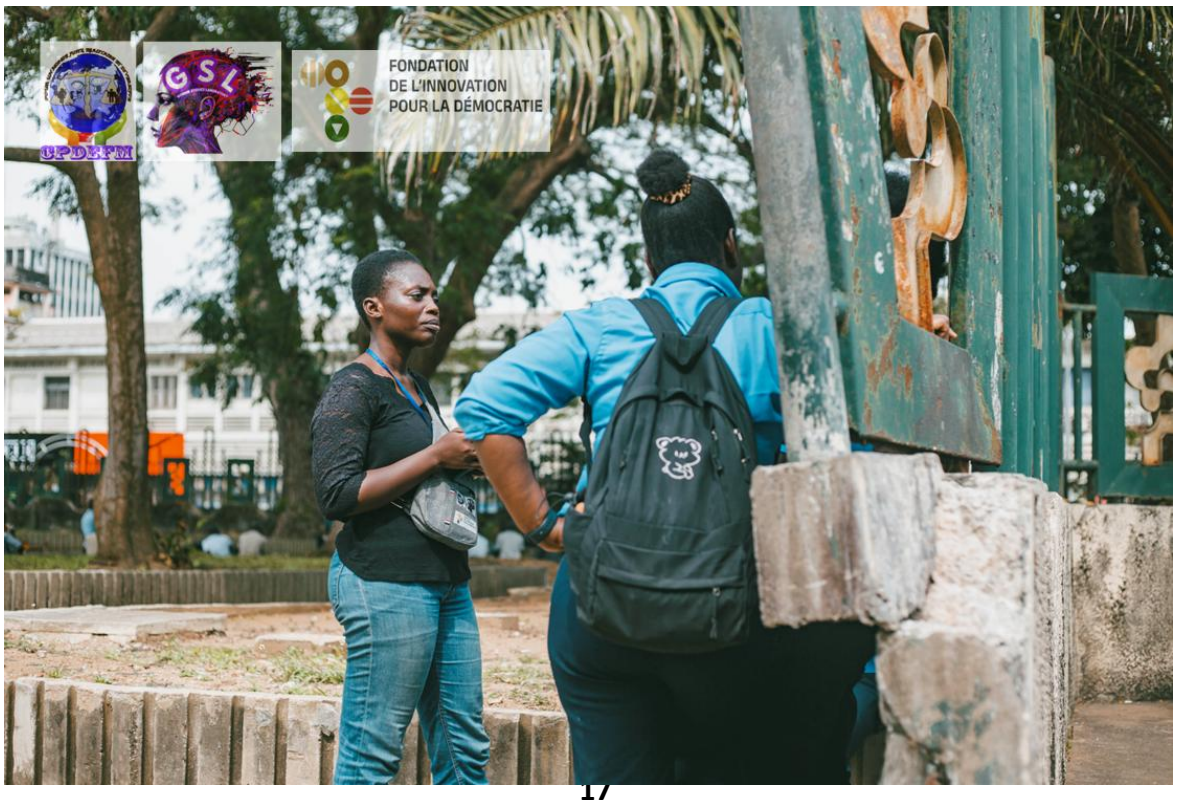


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidian ? CPDEFM-GSL, 2025.

S'agissant de la catégorisation par tranches d'âges, les 11 à 14 ans sont les plus nombreuses à préférer les dessous jetables. S'en suivent les 15 ans et plus.

Il est à noter que les protections jetables, du fait de la facilité de leur usage, sont les plus choisit et utilisés des personnes menstruées en Côte d'ivoire, principalement à Abidjan.

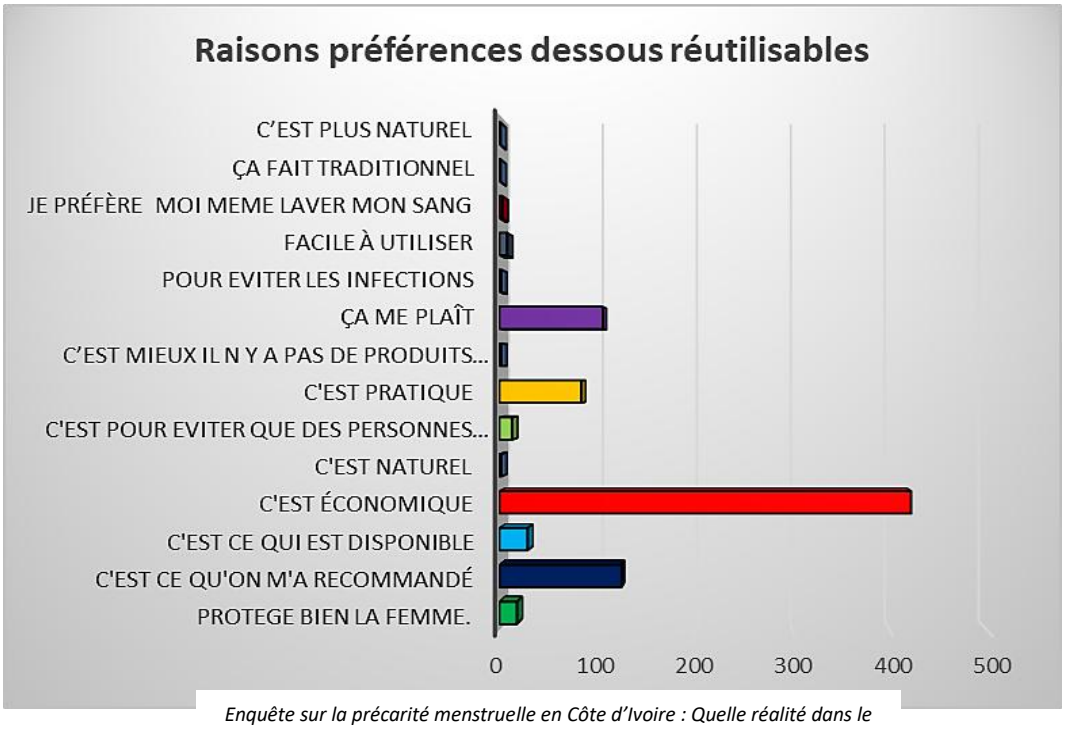
Figure 27: Entretien avec une lycéenne au Plateau - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL



i) Raisons du choix des protections réutilisables par celles les préférant

Pour la plupart des femmes, jeunes filles et filles optant pour ce choix, les protections menstruelles réutilisables font principalement référence aux morceaux de tissus (pagnes usés) et secondairement, aux chiffons (mousse de matelas) ; ce, pour diverses raisons.

Figure 28 : Raisons de la préférence des dessous réutilisables



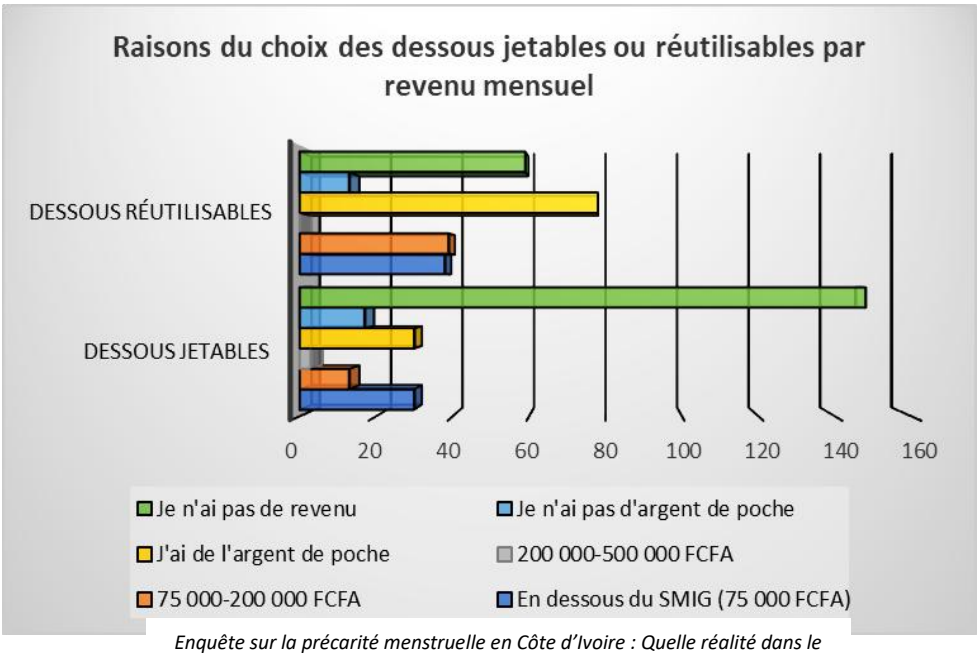
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Ainsi **51,7% des femmes, jeunes filles et filles**, les utilisent parce que les trouvant « *plus économiques* », contrairement à **15,3% d'entre elles** qui les utilisent sur « *recommandations* ». Elles sont par ailleurs, **13% à les utiliser** *« par plaisir »* quand pour **10,3%,** *« c'est pratique »* ; **3,6%** utilisent ces protections réutilisables parce que plus « disponibles » contre **2,2% qui se sentent mieux protégées** et **1,6%** *« pour éviter que les personnes mystiques utilisent leur sang contenu dans les protections jetables pour leurs pratiques occultes* ».

Outre les raisons évoquées, le coût des protections menstruelles, telles que les serviettes hygiéniques jetables, représente une charge financière pour ces femmes. Ce qui les conduit à opter pour les protections d'accès facile telles que les réutilisables.

Le graphique ci-après l'explique bien :

Figure 29 : Choix des dessous par revenu mensuel



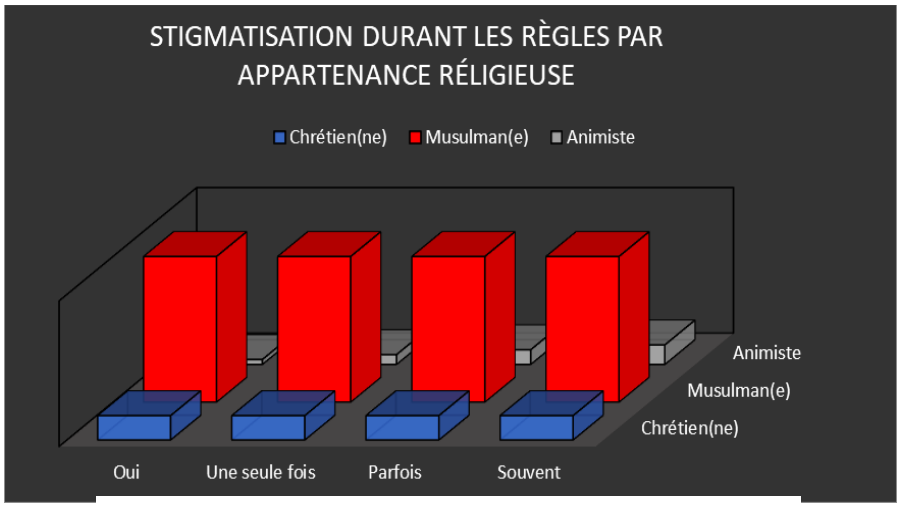
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidian ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Comme constaté, les dessous réutilisables sont à 34,36% préférés et utilisées par celles n'ayant pas d'argent de poche, à 26% par celles n'ayant pas de revenus. Les femmes percevant un revenu en dessous du SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garantie) et celles percevant entre le SMIG et 200,000 Fcfa, arrivent respectivement en 3ème position dans ce choix de protections réutilisables.

Les règles étant un sujet tabou, le manque d'éducation sur la santé menstruelle rendent impossible les discussions ouvertes sur le choix des protections menstruelles et conduisent ces femmes, jeunes filles et filles à utiliser des protections non adaptées.

j) La stigmatisation autour des règles

Figure 30 : Stigmatisation durant les règles par appartenance religieuse



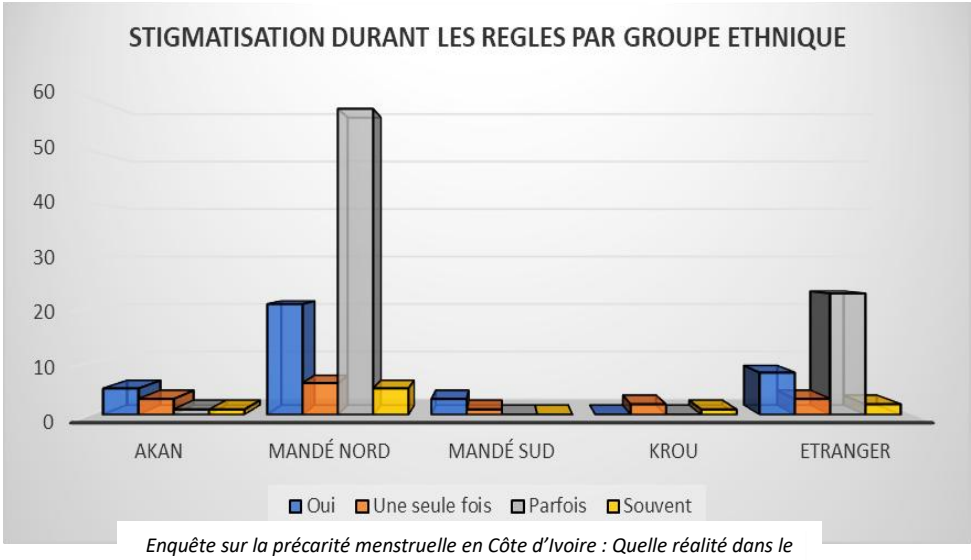
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidian ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Si au total **143 femmes, filles et jeunes filles affirment avoir déjà subi de la stigmatisation**, du rejet durant leurs règles, celles de religion **musulmane** en sont des plus exposées à **20%**, contre **3,33% de chrétiennes**.

En raison de certains dogmes religieux, les filles et femmes menstruées sont tenues à l'écart ont leurs règles. Par

exemple dans l'Islam, une femme ne prie pas, ne jeûne pas, et n'entre pas dans une mosquée pendant cette période. Ces règles liées à l'impureté ou sacralité des menstrues, conduit à un rejet social systématique des femmes, jeunes filles et filles dans nos communautés. L'idée de l'impureté liée aux règles était également présente dans l'Ancien Testament (Bible) mais largement abandonnée dans la pratique moderne

Figure 31 : Stigmatisation durant les règles par groupe ethnique



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidian ?, CPDEFM-GSL, 2025.

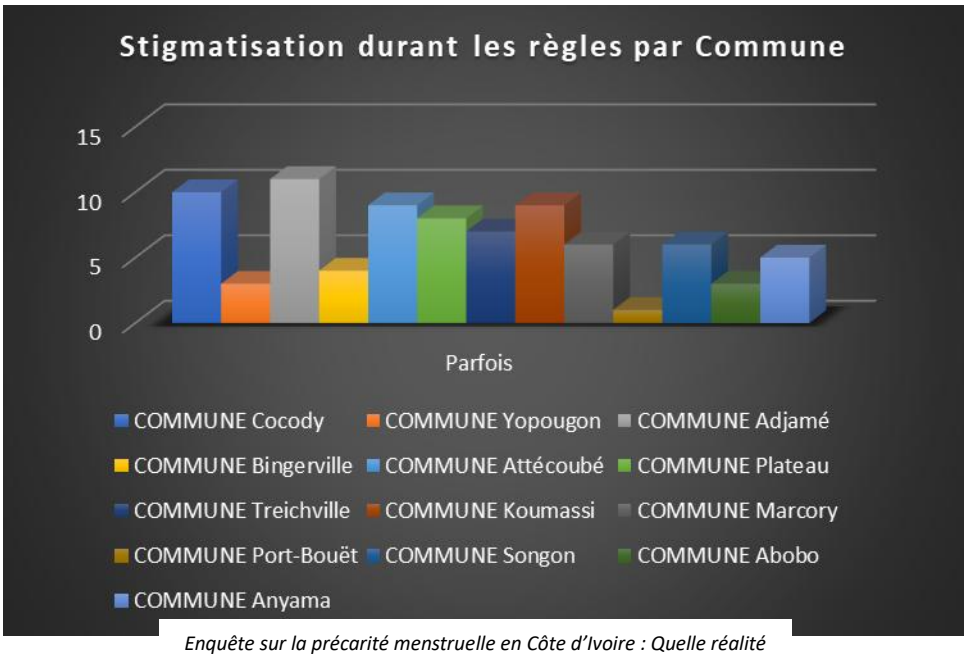
La stigmatisation menstruelle, désigne l'ensemble des attitudes, croyances et pratiques négatives associées aux menstruations et aux personnes qui les vivent. Cela peut inclure la perception de la menstruation comme quelque chose de sale, de honteux ou d'inconfortable, ainsi que des restrictions sur la vie des femmes et des filles pendant leur cycle menstruel. Dans certaines cultures ou religions, les femmes et les filles sont exclues des activités quotidiennes, des lieux de culte ou prière ou des interactions sociales pendant leurs règles. (*UN WOMEN : 2024*)

Les femmes, jeunes filles et filles du Mandé Nord avec une proportion de 56,76%, sont rejetées et le sont parfois avec 70,73%, contre 13,51% du groupe Akan avec parfois 13,51% et 8,11% du groupe Krou.

Dans beaucoup de cas, le rejet vient plus des normes culturelles que religieuses mais les pratiques varient selon qu'on soit de tel ou tel autre groupe ethnique. Dans les communautés mandingues, les femmes en période de menstruation sont parfois exclues de certaines activités sociales parce que les menstruations sont perçues comme un état de grande puissance mais aussi de grand danger rituel. Ce sang est vu comme impur dans certains contextes sacrés, mais également comme porteur d'une puissance qui peut ''désactiver'' ou perturber les forces spirituelles en présences. Chez les Akan, les tabous sont souvent moins rigides que chez les mandés. Ils ont une vision symbolique mais intégrative des menstrues chez la jeune fille.

k) Comment les menstrues sont-elles un sujet de rejet ou de stigmatisation à Abidjan ?

Stigmatisation durant les règles dans les différentes communes

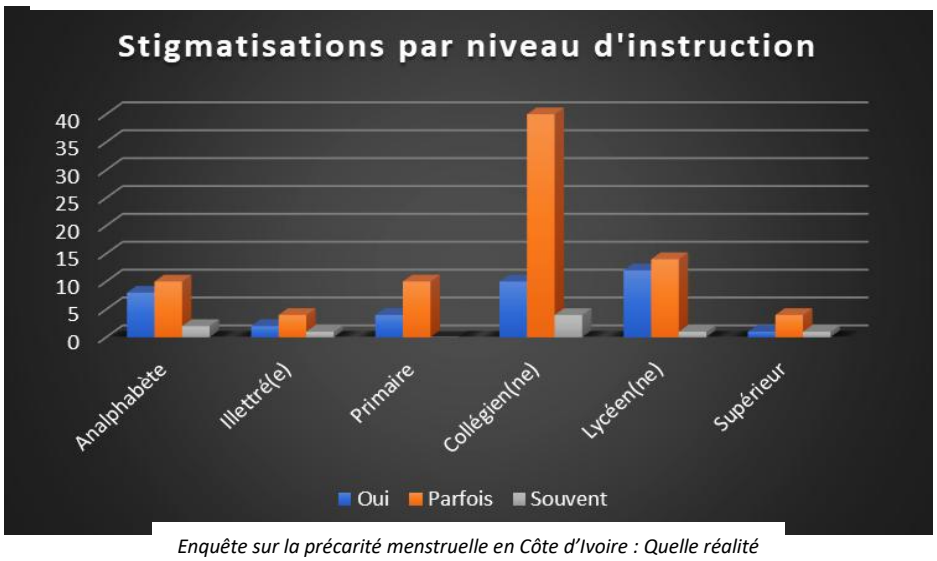


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

La commune d'**Adjamé s'inscrit en tête de liste des Communes où il y a le plus de femmes rejetées, stigmatisées durant leurs règles (13,41%)** ; puis celle de Cocody à **12,20% ; suivi de Koumassi et Attécoubé à 10,98%, contre 9,76% au plateau ; 8,54% à Treichville**, **7,32% à Marcory et Songon ; 6,10% à Anyama, 5% à Bingerville, et 4% et 2% à Abobo et Port-Bouët.**

Quel en est le constat par différents niveau d'instruction ?

Figure 32 : Stigmatisation par niveau d'instruction



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

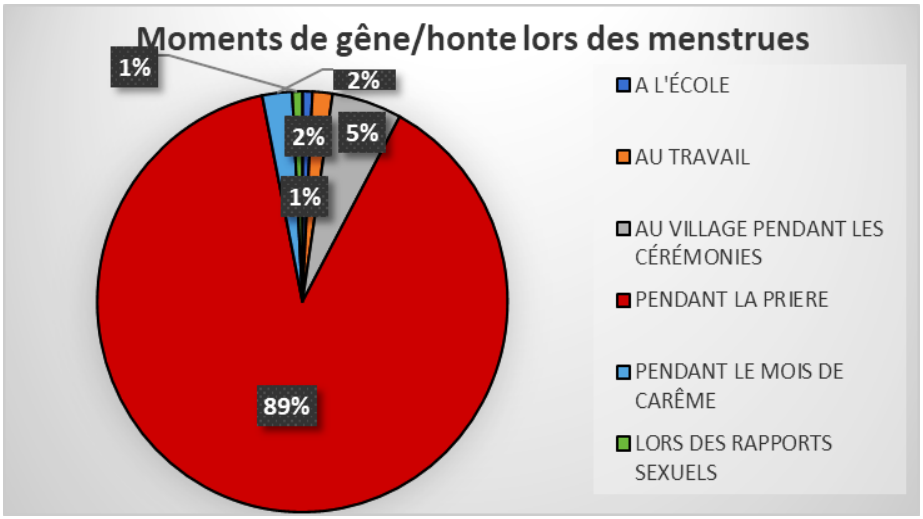
Au regard de ce graphique, Il est à souligner que, les mythes et stéréotypes lés aux menstrues persistent dans nos communautés modernes et émergent en grande partie dans des traditions religieuses. A cet effet, les menstrues peuvent représenter la pleine santé chez certaines communautés et et symboliser l'impureté du corps de la femme dans d'autres. Ainsi, dans quelques pays africains, le sang attire de l'or ou que des serviettes hygiéniques peuvent causer des maladies voire l'infertilité (RFP :2023).

Les communes dites ‘’nanties’’, entretiennent des normes sociales strictes autour de la pureté du corps féminin qui met à l’écart les femmes menstruées qui ne répondent pas à ces normes et qui laissent transparaitre cette tache rouge qu’elles ne devraient pas. 27,03% des collégiennes sont rejetées pendant leurs règles et 48,78% le sont parfois, 32,43% des femmes, jeunes filles du lycée sont aussi mises à l’écart pendant leurs menstruations et 17,07% l’ont été parfois. 21,62% d’analphabètes sont encore rejetées, 12,20% parfois. 10,81% de ces femmes, jeunes filles, filles du niveau primaire sont stigmatisées et 12,20% parfois pendant leurs règles. 5,41% des femmes illettrées rejetées et 4,88% d’entre elles le sont parfois. 2,70% du niveau supérieur sont stigmatisées et 4,88% parfois.

Les collégiennes, les lycéennes et les analphabètes vivent dans des environnements où les conversations sur les menstrues sont moins ouvertes. Elles ont aussi moins d’expériences pour comprendre et gérer leur menstrues.

l) Les moments du rejet des femmes, jeunes filles et filles

Figure 33 : Moment de gêne/honte lors des menstrues



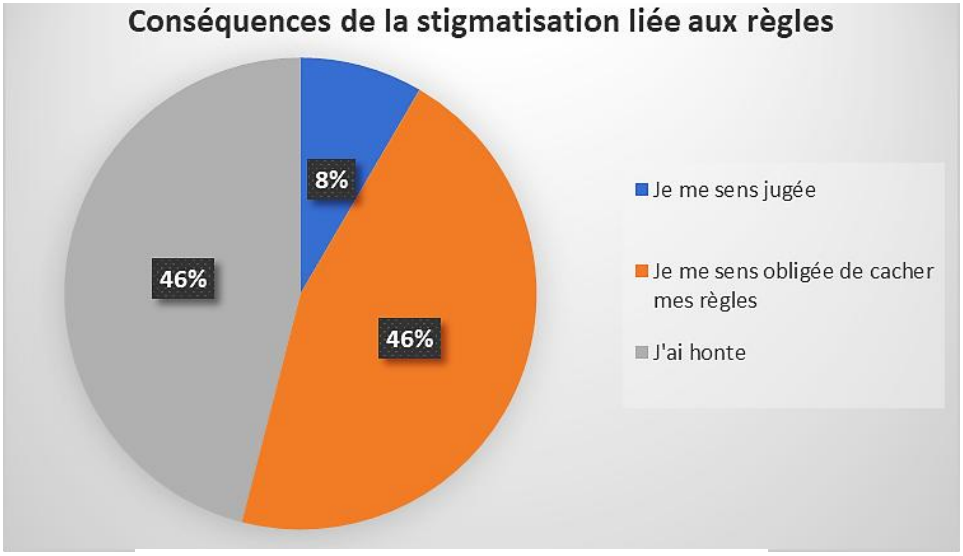
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d’Ivoire : Quelle réalité dans le District d’Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Ce sont **89% des femmes, jeunes et filles pendant leurs règles sont rejetées lors des moments de prière** contre 5,1% qui le sont durant les cérémonies traditionnelles au village. 2,2% affirment l’être pendant le mois du Ramadan, contre 1,4% au travail ; tandis que 0,7% sont rejetées à l’école et durant les rapports sexuels.

m) Conséquences de la stigmatisation liée aux règles sur les femmes, jeunes filles et filles

La stigmatisation liée aux menstrues, entraîne plusieurs conséquences profondes sur la santé psychologique des femmes et des filles qui la subissent.

Figure 34: Conséquences de la stigmatisation liée aux règles

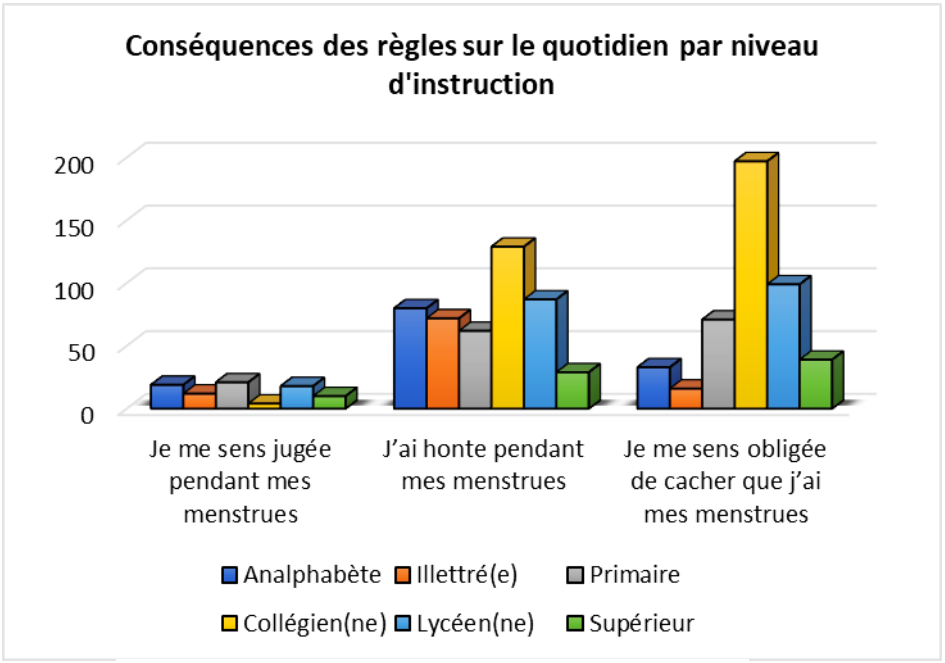


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

En période menstruelle, les stigmatisations subies ont des conséquences psychologiques de divers ordres sur les femmes.

En effet, ce sont au total, **455 femmes, filles et jeunes filles** qui disent *« Se sentir obligées de cacher qu'elles ont leurs règles »*, tandis que **le sentiment de honte durant cette période est partagé par 459 femmes**, **contre un total de 84 qui ont le sentiment d'être jugées**.

Figure 35 : Conséquence des rejets sur le quotidien par niveau d'instruction



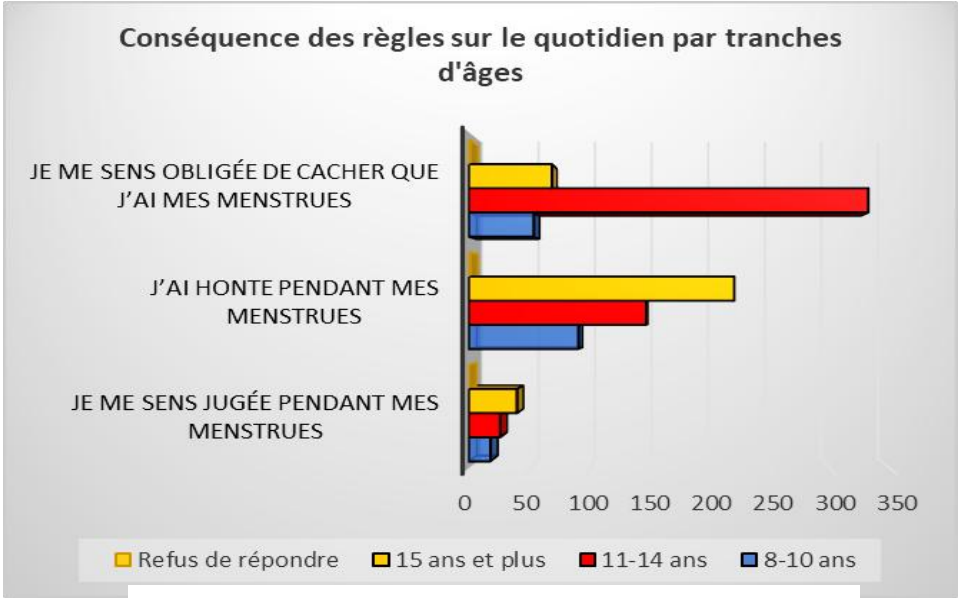
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Le fait de considérer les menstruations comme sales, honteuses ou taboues pousse de nombreuses femmes et filles à se percevoir comme inférieures ou impures pendant cette période. Elles développent ainsi un sentiment de gêne vis-à-vis de leur propre corps ; ce qui affecte leur propre

image et estime de soi que l'on pourrait qualifier d'auto-dérision.

La tranche d'âge de 11 à 14 ans, est en effet la plus exposée à la stigmatisation liée aux règles dans le district d'Abidjan, comme cela se constate sur le graphique ci-après :

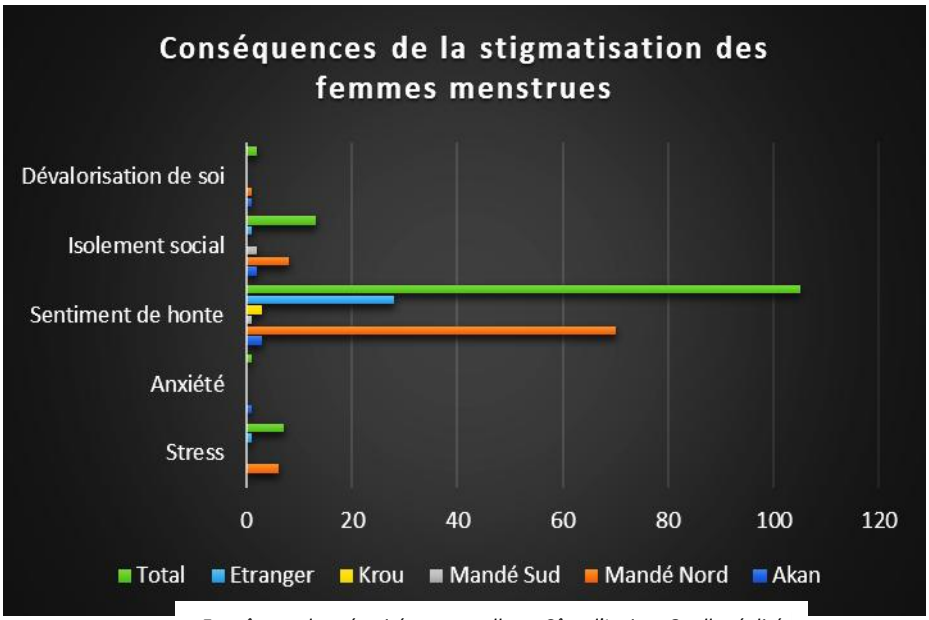
Figure 36 : Conséquence des rejets sur le quotidien par tranche d'âge



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Outre ces sentiments relevés plus haut, il est également constaté l'isolement social, l'anxiété, le stress, etc.

Figure 37 : Conséquence de la stigmatisation des femmes menstruées sous l'aspect culturel

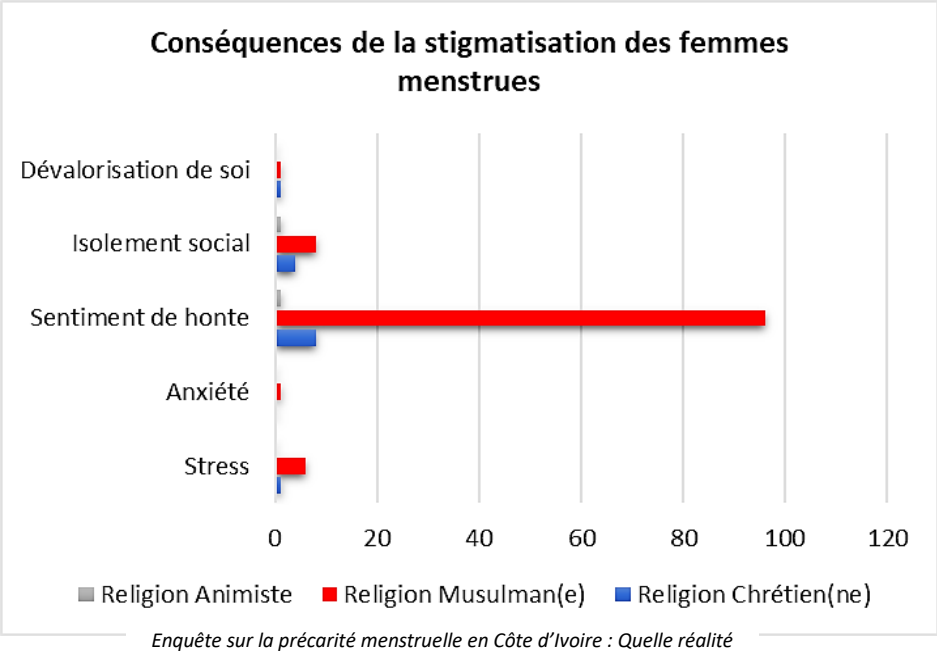


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

En Côte d'Ivoire, notamment à Abidjan, les **femmes mandés nord sont en effet des plus exposées à la stigmatisation**, plus précisément au **sentiment de honte à 70%** et d'**isolement social, à 8%.**

Parmi le total général de celles ayant déjà subi la stigmatisation liée aux règles, les femmes, filles et jeunes filles de religion musulmanes sont les plus nombreuses à 88%, suivi des chrétiennes à 11%.

Figure 38 : Conséquences de la stigmatisation sous l'auspice religieux

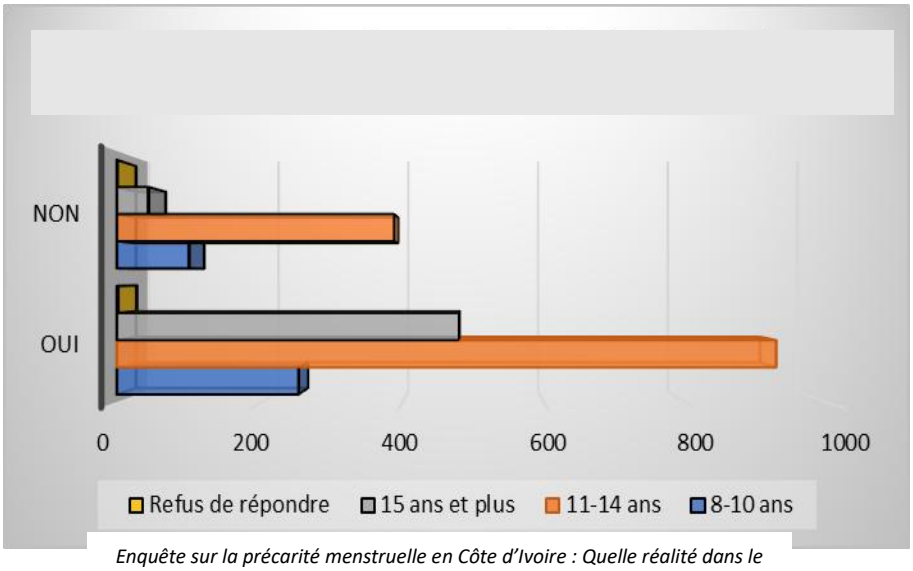


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

La honte répétée, le rejet et l'invisibilisation des besoins liés aux menstruations peuvent contribuer à des états dépressifs, en particulier chez les adolescentes. Ce mal être est aggravé par l'absence de soutien émotionnel ou psychologique dans les familles, écoles ou communautés religieuses.

n) Les règles, un sujet tabou dans le District d'Abidjan

Figure 39 : Parler de menstrues par tranche d'age



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

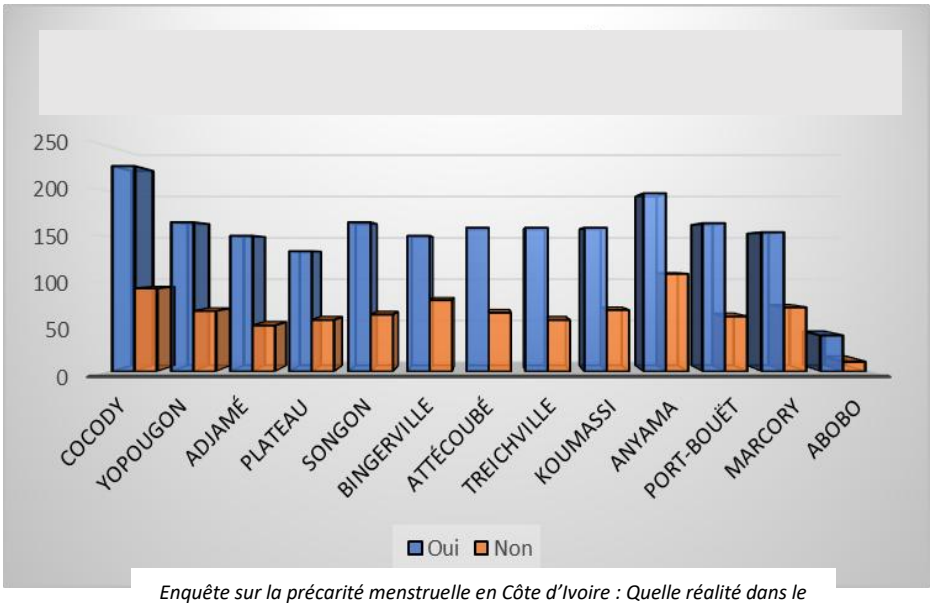
Il y a plusieurs opinions, croyances, stéréotypes liés aux règles. De fait, certains anthropologues révèlent que la manière de concevoir les règles, varie d'une culture à l'autre et d'une époque à l'autre (CSFQC : 2021). Perçues de manière négative à travers le monde, les règles sont un signe du passage de la vie d'enfant à la vie d'adulte, même s'il y a souvent des exceptions à la règle. Ces croyances stipulent que *« les femmes menstruées auraient le pouvoir de faire pourrir la viande ou bien d'éloigner les chenilles et les sauterelles ou encore de noircir le sucre en cours*

de raffinage » Pline l'Ancien selon Mathilde Dorléans (2023) *« aux approches des femmes dans cet état, les liqueurs s'aigrissent, les grains, qu'elle touche perdent leur fécondité, les essaims d'abeille meurent, le cuivre et le fer rouillent sur le champ et prennent une odeur repoussante ».* Malheureusement jusqu'à aujourd'hui, certaines croyances véhiculent les menstrues comme impures et sales. Ce sont ces croyances et considérations qui créent l'omerta autour de la menstruation. Les masses médias y jouent également un grand rôle, présentant les menstruations de manière irréaliste où le message utilisé pour en traiter véhicule des tabous. Un liquide bleu ou rose est utilisé, pour représenter le sang qui est rouge.

D'où 72,85% de filles de 11-14 ans affirmant qu'il n'est pas facile d'aborder des menstrues avec les autres contre 55,69% qui y arrivent. Les femmes et jeunes filles de 15 ans et plus, n'y parviennent pas à 8,24%, contre 28,90%. Il est de même pour 18,90% des filles de 8-10 ans contre 15,35%.

S'agissant de la facilité ou non d'aborder le sujet des règles avec son entourage, le graphique ci-après présente la situation par différentes Communes :

Figure 40 : Parler des menstrues par Communes du District d'Abidjan

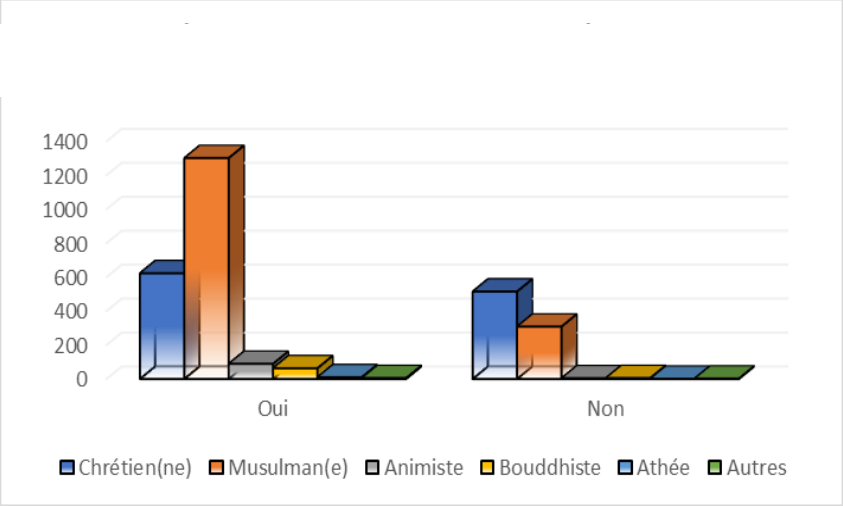


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Un sujet plus difficile à aborder en effet, dans les communes de Cocody (11,23%), Anyama (9,74%), Yopougon et Songon (8,16%), Port-Bouët (8,11%), Koumassi, Attécoubé et Treichville (7,86%), Marcory (7,62%), Adjamé (7,42%), Plateau (6,58%) et Abobo (1,98%).

o) Parler des règles avec les autres, sous l'aspect religieux et culturel

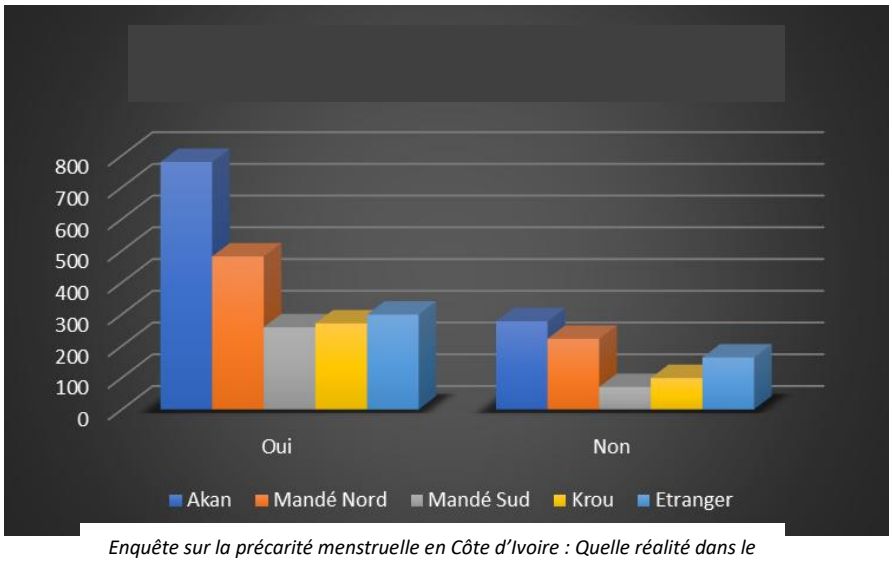
Figure 41 : Parler de menstrues sous l'aspect religieux



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidian ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Ce sont **61,68% de chrétiennes** contre **36,89% de musulmanes qui affirment qu'il n'est pas facile de parler de règles avec les autres** (familles, ami(e)s, entourage) contre 29,79% des chrétiennes et 62,22% des musulmanes qui affirment le contraire.

Figure 42 : Parler des règles sous l'aspect ethnique



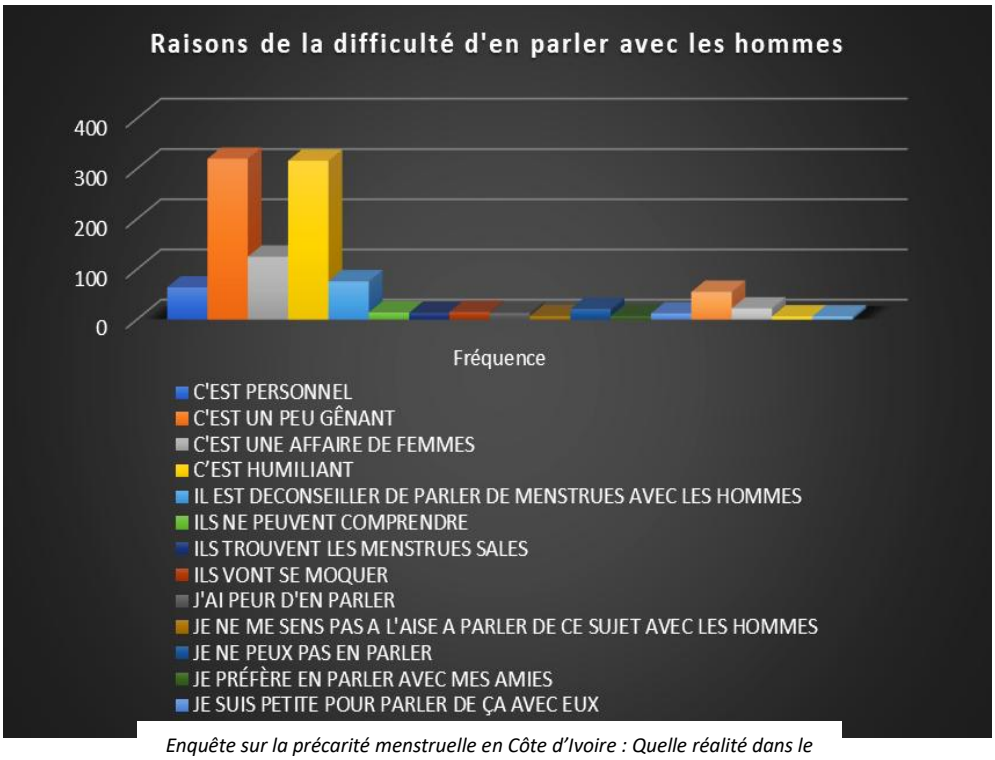
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidian ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Dans beaucoup de cultures, les règles sont vues comme ''sales ''ou honteuses ce qui pousse les filles à les cacher et à éviter d'en parler.

En effet, elles sont respectivement 33,29 % Akan, 23,07% Mandé Nord, 14,30% de nationalité étrangère, 11,86% Krou, 8,50% Mandé sud à maintenir que les règles sont un sujet difficile à exprimer, contre 37,30% des femmes et filles akan, 26,71% des Mandés Nord, 12,39% des Mandés Sud et 12,91% des Krou pour qui, les règles sont un sujet facile à aborder.

1- Les raisons de la difficulté de parler de règles avec les hommes

Figure 43 : Difficulté à parler de règles avec les hommes



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

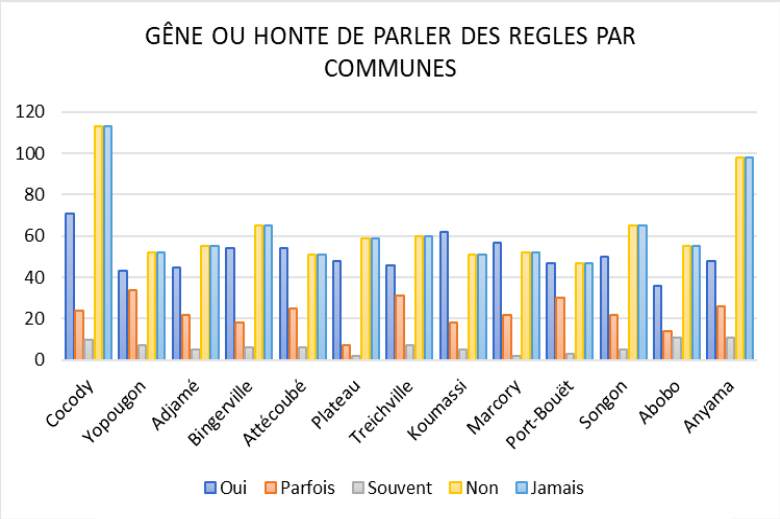
Les femmes, les jeunes filles et les filles ont évoqué plusieurs raisons qui les empêchent de parler de règles avec les hommes soit : **29,3% d'entre elles qui affirment que c'est un peu gênant de parler de règles avec les hommes** ; **28,9% qui confirment que c'est humiliant pour elles**, **pour 11,4%, c'est une affaire des femmes**, tandis que **7% soulignent qu'il leur est déconseillé d'en parler** avec eux. Pour **6%, c'est une affaire personnelle**, pendant qu'il est interdit à 5% de ces filles, de jouer avec les garçons. Elles sont 2% de filles qui ne savent pas quoi dire sur les règles avec les garçons, etc.

Ces diverses raisons évoquées sont d'ordre culturels, religieux, sociaux et émotionnels. Pour certaines elles ont peur d'être stigmatisées, jugées ou exclues si elles abordent ce sujet considéré comme *« féminin »* dans les groupes mixtes. Pour d'autres, c'est par pudeur ou inconfort qu'elles préfèrent se taire sur ce sujet. Les garçons, eux, ne reçoivent pas d'éducation sur les règles ; ce qui rend les discussions difficiles ou gênantes.

2- Sentiment de gêne et de honte partagé chez les femmes, filles et jeunes filles menstruées

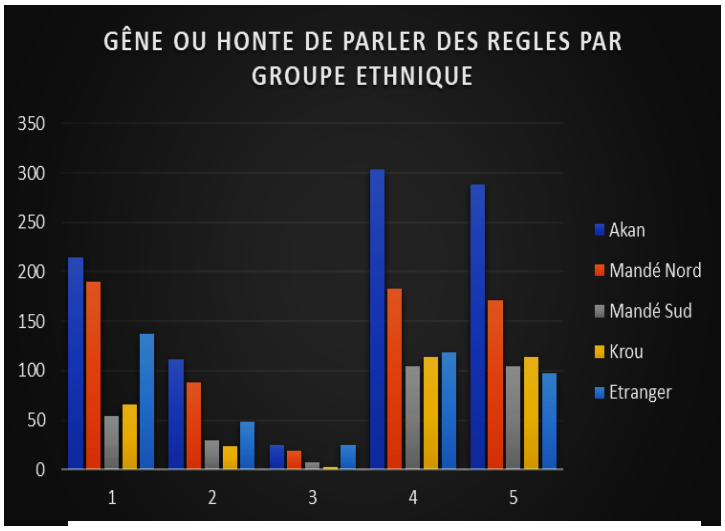
Outre la difficulté de parler des menstrues avec les hommes, il a également été constaté le sentiment de gêne et de honte à parler de ce sujet à tout le monde. Une gêne qui comme exposée plus haut, prend forme dans la stigmatisation et le rejet mais également dans la sacralité, la grande valeur accordée au sang qui donne vie et qui est vie.

Figure 44 : Gêne ou honte de parler des règles par communes



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Figure 45 : Gêne ou honte de parler des règles par groupe ethnique



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

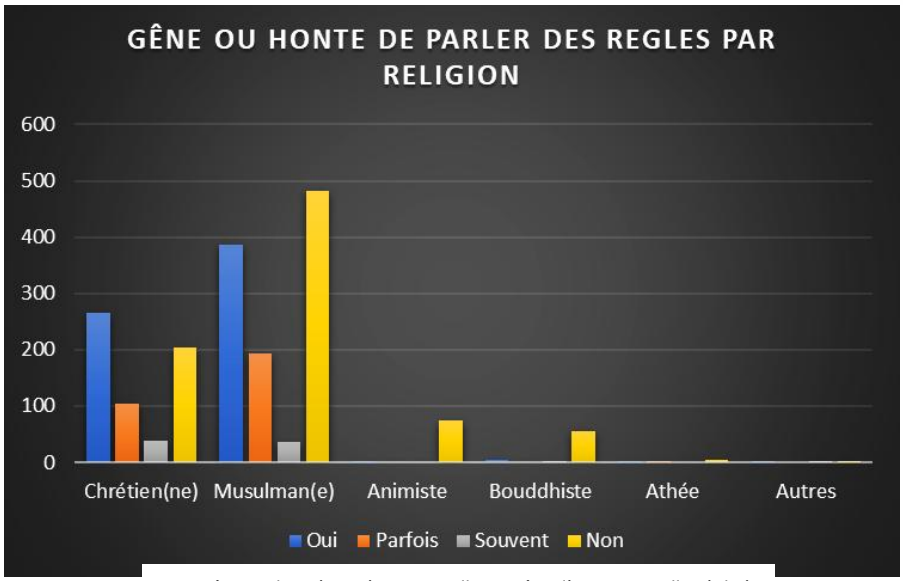
Ce sont respectivement **105 femmes, filles et jeune filles menstruées à Cocody, 85 femmes à Koumassi, Attécoubé et Anyama, 84 à Yopougon et Treichville, 78 et 77 à Bingerville et Songon, 72 à Adjamé, 61 à Abobo, et 57 au Plateau** qui ressentent de la gêne à parler des menstrues.

Cocody étant le lieu de la bourgeoisie abidjanaise, cette gêne constatée pourrait s'expliquer par l'éducation conservatrice reçue des mamans qui exigeaient et exigent de leur fille à garder leur langue à propos de leur règle ; surtout garder secret leur puberté afin d'être à l'abri des pervers et agresseurs sexuels, mais également éviter les grossesses précoces ou non-désirées.

Par groupe ethnique, **la gêne et la honte sont des plus ressentis chez les femmes Akan à 34%,** puis chez les **Mandés nord à 30%,** ensuite chez les **populations à nationalités étrangères à 20%** et, chez les **Mandé sud et Krou** à 9%.

Les cultures et traditions africaines ayant gardé pour la plupart leur conservatisme, tout ce qui a trait à la femme et à sa sexualité reste tabou ; une sorte de chasse-gardée. Les Akan, peuple sudiste et centriste de la Côte d'Ivoire, dont les sociétés sont patrilinéaires en majorité et matrilinéaire pour certaines, s'inscrivent dans cette veine. Il en est de même pour les Mandé Nord.

Figure 46: Gêne ou honte de parler des règles par religion



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Les **femmes, filles et jeunes filles de religion musulmanes sont celles qui ressentent le plus de gêne et de honte** à parler de ce phénomène biologique que sont les règles. Elles sont en effet **617 soit 59,38%** contre **409 chrétiennes** soit **39,36%.**

C'est dire ici, l'influence des croyances religieuses sur le fait social voire sanitaire.

Figure 47: Enquêtrice GSL avec sa tablette - Enquête sur la précarité menstruelle

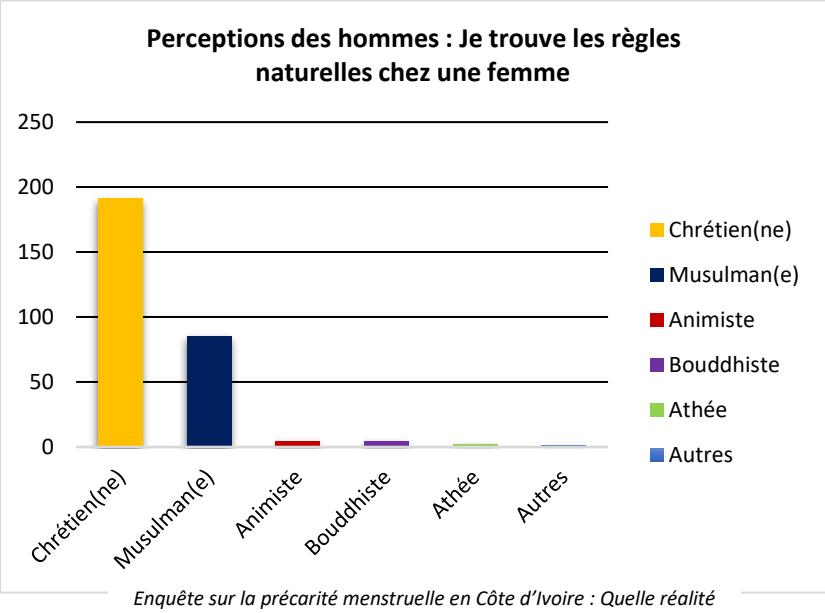
V- PERCEPTION DES HOMMES ET PERSONNES NON-BINAIRES VIS-A-VIS DES REGLES

1) De la nécessité de poursuite des actions en vue de la bonne compréhension des menstrues comme source de vie

Le passage de la compréhension scientifique et humaine des menstrues à leur reconnaissance comme source de vie est bien un processus de transformation sociale qui vise à redonner, la dignité, le respect et le pouvoir aux femmes. Mais toujours est-il que cette transformation n'est pas encore accomplie, car l'éducation culturelle et religieuse laissent des traces indélébiles qu'il est difficile d'effacer dans les consciences collectives.

2) De la compréhension des règles par les hommes, comme un phénomène naturel sous l'angle religieux

Figure 48 : Règles comme un phénomène naturel sous l'aspect religieux



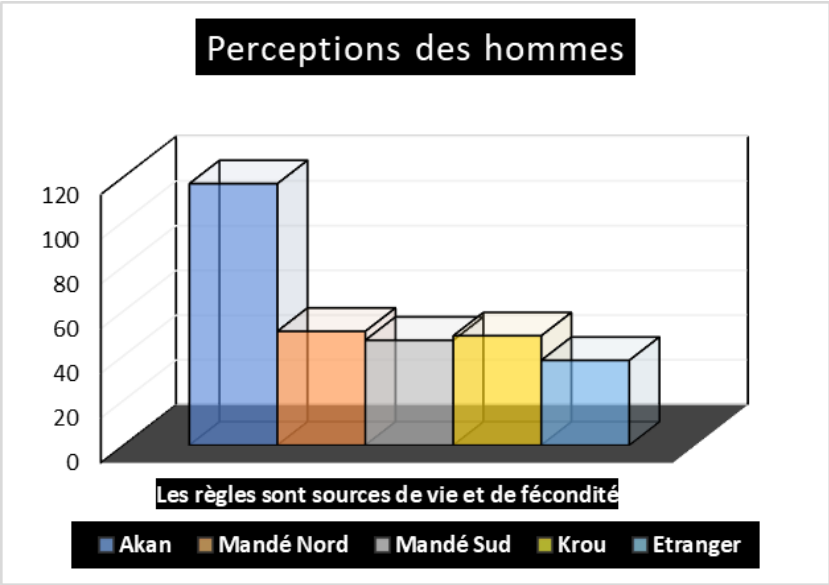
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

67% des chrétiens déclarent que les règles ont caractère naturel chez une femme, parallèlement à 30% des musulmans.

Cela pourrait s'expliquer par le fait que les chrétiens ont une conception un peu différente de la femme, comparée à celle des musulmans ; d'où les manières toutes différentes de considérer les règles chez les femmes, jeunes filles et filles. Si dans l'Ancien Testament, il est fait mention de la mise à l'écart des femmes en menstruation pendant la prière, le Nouveau Testament a abrogé cette règle ; d'où sa non-application dans la pratique.

3) De la compréhension des règles par les hommes, comme un phénomène naturel sous l'angle culturel

Figure 49 : Règles comme source de vie et de fécondité sous l'aspect culturel



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Les hommes akan dont 39%, les Mandés Nord avec 17%, les Mandés Sud et Krou avec 16% et 13% des étrangers confirment que les règles sont sources de fécondité.

Reconnaitre les règles comme source de vie, c'est déconstruire les tabous, mythes et stigmatisations associé aux menstrues. Certaines de nos cultures considèrent les règles comme sacrées liées aux cycles lunaires, à la fertilité, à la terre nourricière symbolisant la capacité à donner la vie. Mais les croyances rigides sont encore d'actualité dans nos cultures et renforcent l'idée selon laquelle la femme menstruée est impure. Comme pouvait le dire Mathilde (2023) qu'au « *19ème siècle, les connaissances scientifiques ont permis de comprendre le cycle de l'ovulation et les menstruations. La parole s'est donc libérée et certains mythes ont été brisés. Malgré cela, le phénomène naturel des menstruations est encore vu comme quelque chose de sale, honteux qu'il ne faut surtout pas aborder à haute voix ou qu'il faut absolument dissimuler, surtout aux garçons, pères et frères* ».

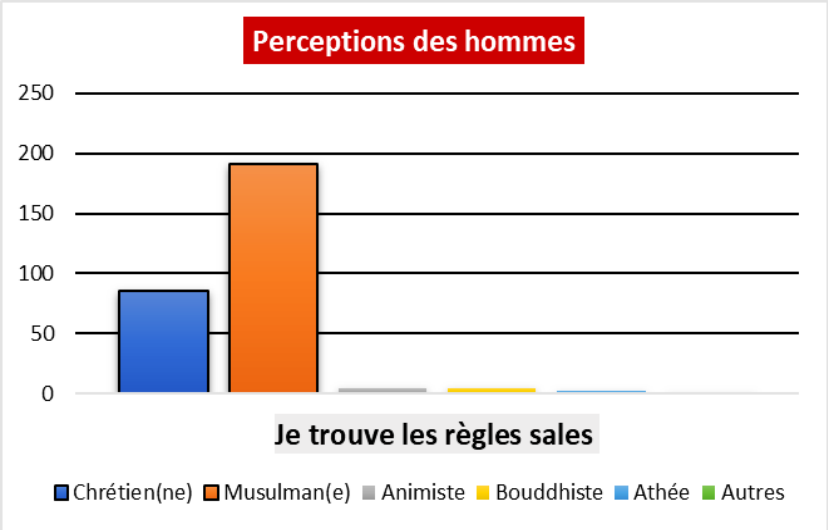
Dans cette optique le Conseil du Statut des Femmes au Québec souligne par (Marchand, 2012) la persistance de perception négative envers les menstrues malgré la déconstruction des fausses croyances.

4) De la perception stigmatisante et méprisantes des règles par les hommes

La stigmatisation et les tabous autour des règles sont également une source d'inégalité sexospécifique, à l'égard de l'éducation et de la vie en communauté.

a) La perception des hommes des règles sous l'aspect religieux

Figure 50 : Règles sales sous l'aspect religieux



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

67% des hommes musulmans déclarent que les menstrues sont sales, contrairement à 30% des hommes chrétiens.

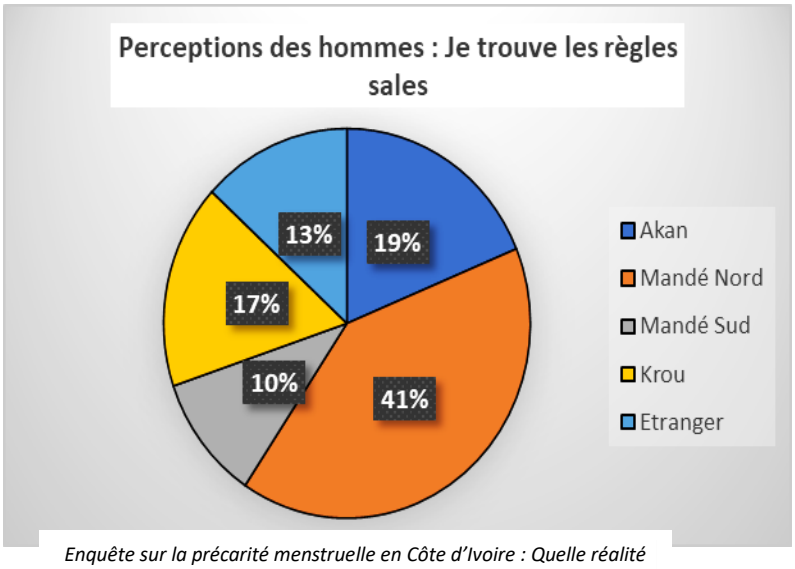
Dans l'Islam, les menstruations sont un sujet de grande importance, notamment en ce qui concerne la pratique des actes cultuels. Il indique que les menstruations sont un état d'impureté rituelle et qu'il faut s'éloigner des femmes pendant leurs règles et ne les approcher qu'une fois qu'elles sont purifiées (*Coran chapitre 2 verset 222*). Contrairement, à la perception chrétienne qui est généralement moins marquée par des prescriptions religieuses strictes sauf dans l'Ancien Testament (*Lévitique chapitre 15verset 19 à 32*) qui a tendance aujourd'hui à disparaitre.

Une femme menstruée en son temps, devait se purifier avant de pouvoir participer aux rites religieux. Cette pratique a toutefois été conservée par certaines religions aujourd'hui.

Figure 51: Entretien avec un homme au Plateau - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL

b) La perception des hommes des règles sous l'aspect culturel

Figure 52 : Règles sales sous l'aspect culturel

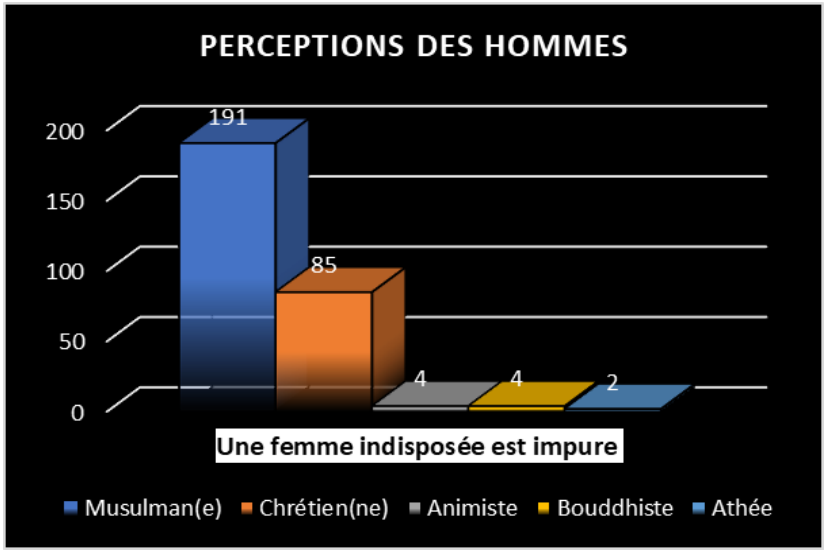


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Comme l'indique encore le graphique ci-dessous, respectivement, **41% des hommes Mandé Nord, 19% des Akan, 17% des Krou, 13% des étrangers et 10% des Mandés Sud, traitent les menstrues de sales chez les femmes**. Comme souligner entre les précédentes lignes, le pourcentage numérique indique chez les différents groupes, l'influence des traditions et coutumes selon qu'on soit dans des sociétés conservatrices ou non.

c) Le caractère d'impureté des règles relevés par les hommes

Figure 53 : Femme impure pendant les règles

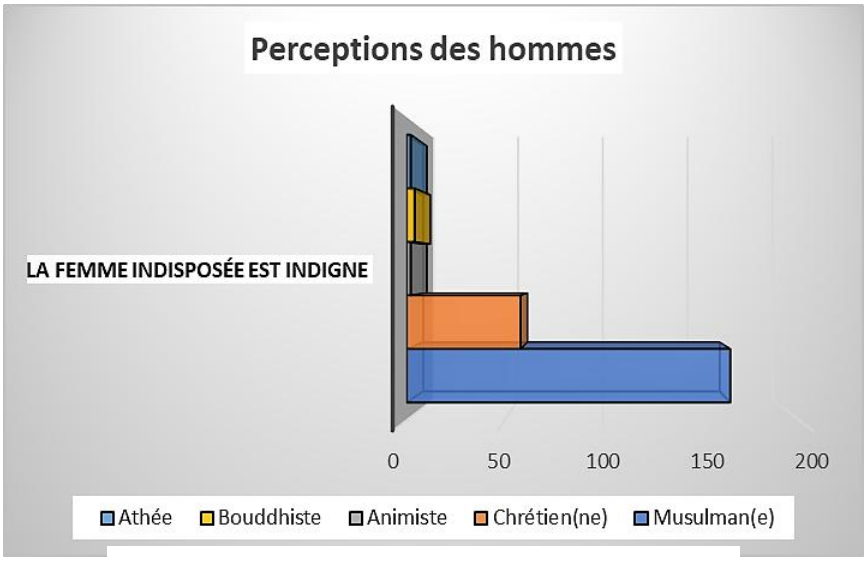


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

41% des Mandé Nord, 19% des Akan, 17% des Krou, 13% des Etrangers et 10% des Mandé Sud **indiquent qu'une femme indisposée est impure**.

d) **Le caractère d'indignité de la femme menstruée, perçu par les hommes sous l'aspect religieux et culturel**

Figure 54 : Femme indigne pendant les règles sous l'aspect religieux



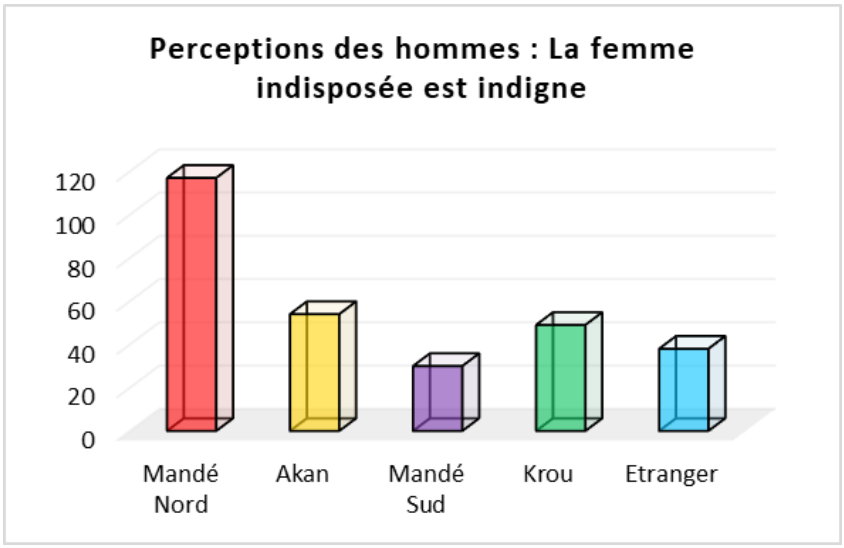
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

71% des musulmans et 25% des chrétiens considèrent la femme menstruée comme indigne.

Une meilleure éducation sur la santé menstruelle permettra en effet, de réduire ces perceptions négatives des règles. Mieux les hommes seront instruits sur la question, plus ils comprendront les menstruations et ne les considéreront pas ou plus, comme source d'indignité chez la femme.

e) **Le caractère indigne de la femme menstruée chez les hommes sous l'aspect culturel**

Figure 55 : Femme indigne pendant les règles sous l'aspect culturel

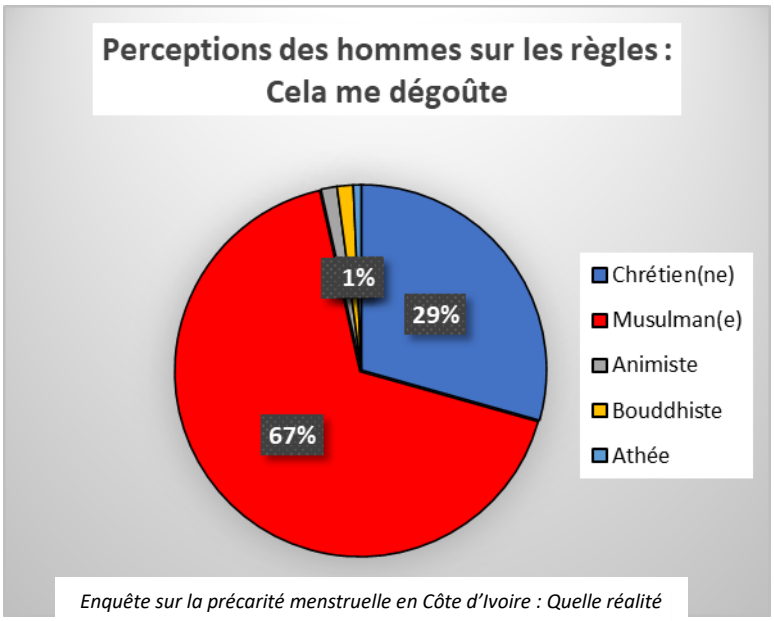


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Selon leurs visions culturelles, **41% des mandé sud, 19% des akan, 17% des krou, 13% des étrangers et 10% des mandé sud confirment l'indignité de la femme menstruée pendant les menstrues**.

f) Le caractère dégoûtant des règles chez les hommes selon la religion et la culture

Figure 56 : Règles dégoutantes sous l'aspect religieux

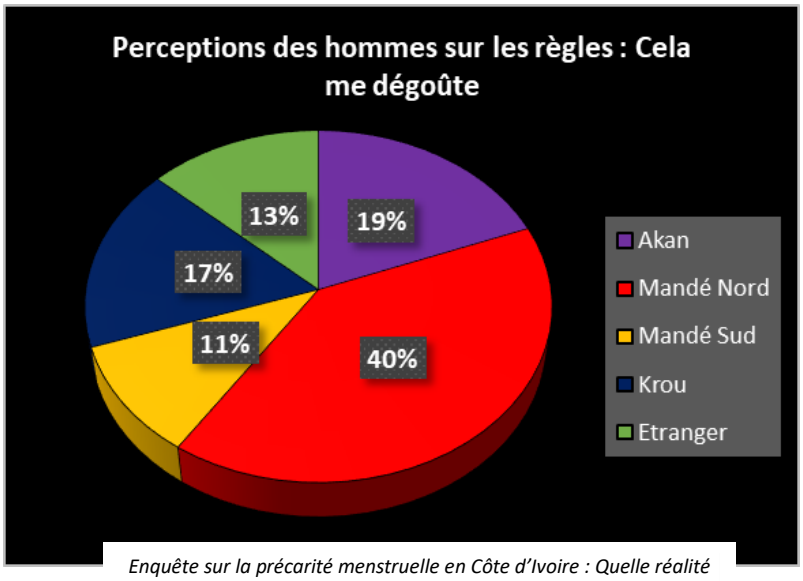


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Ils sont **67% des musulmans contre 29% des chrétiens qui affirment que les règles sont dégoutantes**.

Il faut noter que la perception des menstrues chez les hommes musulmans varie aussi largement en fonction de leur niveau d'ouverture d'esprit et des modèles culturels qu'ils suivent.

Figure 57: Règles dégoutantes sous l'aspect culture



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

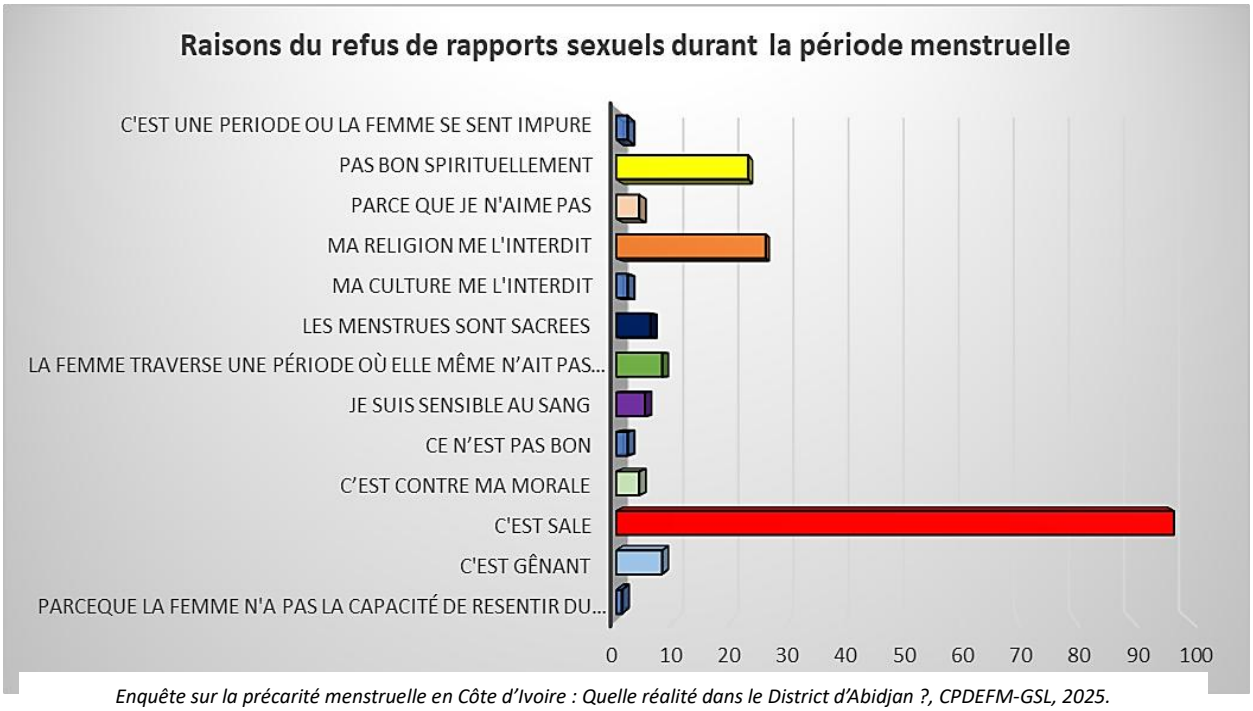
40% des mandés nord, 19% des akan, 17% des krou, 13% des étrangers et 10% des mandés sud disent que les règles sont dégoûtantes.

Les mandés nord qui généralement musulmans, sont enseignés qu'une femme menstruée est dans un état d'impureté rituelle. Ce qui interdit certains actes de culte comme la prière, le jeûne, les relations sexuelles. Cependant, cette impureté rituelle de nature spirituelle va se muée en un sujet tabou lorsque les hommes vont ressentir un malaise ou un manque de confort, en face de la femme menstruée qu'il vont ensuite traiter de dégoutante, sale, indigne, etc. Cette attitude est pareillement constatée chez les autres groupes ethniques dont le mélange religieux influe moins les attitudes et comportements dégradant vis-à- vis de la femme menstruée.

g) Raisons du refus des rapports sexuels par les hommes pendant les menstrues

La majorité des hommes enquêtés ont en effet déclaré qu'ils ne peuvent pas avoir des rapports sexuels avec les femmes pendant leurs menstrues pour les raisons ci-après :

Figure 58 : Raisons du refus des rapports sexuels durant la période menstruelle



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Ils sont 97 hommes, à affirmer « qu'ils ne peuvent pas avoir des rapports sexuels avec les filles menstruées », quand 13,8% des hommes conviennent que c'est pour des questions religieuses ; 12,2% disent la chose ne leur convient pas au niveau spirituel. En revanche, pour 4,3% des hommes, c'est gênant d'avoir les rapports sexuels avec les femmes pendant leurs règles et qu'elles traversent une période où elles-mêmes ne sentent pas à l'aise. 3,2% des hommes mentionnent que les menstrues sont sacrées et 2,7% d'entre eux soulignent qu'ils sont sensibles au sang. Pour 2,1%, c'est contre la morale que d'entretenir les rapports sexuels avec une femme réglée quand 1,1% confirment simplement que ce n'est pas bon, que leur culture leur interdisait et que c'est une période où la femme est impure.

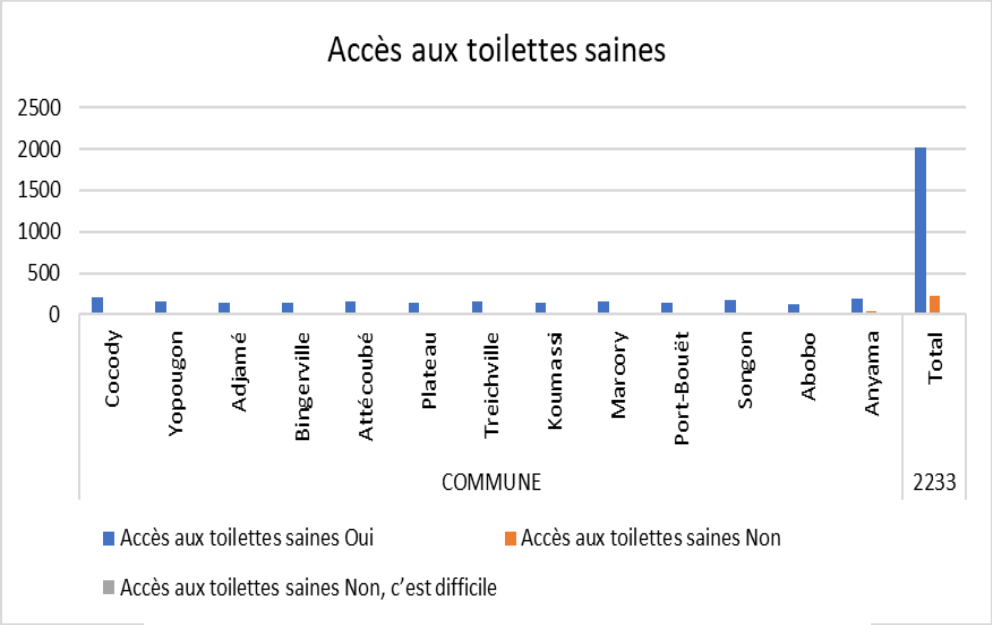
VI- L'ACCES AUX RESSOURCES

1) De la difficulté liée à l'accès à des latrines saines

Les difficultés auxquelles les femmes, jeunes filles et filles menstruées sont confrontées sont multiples et multiformes :

a- Difficultés d'accès aux toilettes saines par Communes

Figure 59 : Accès aux toilettes saines dans les communes



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

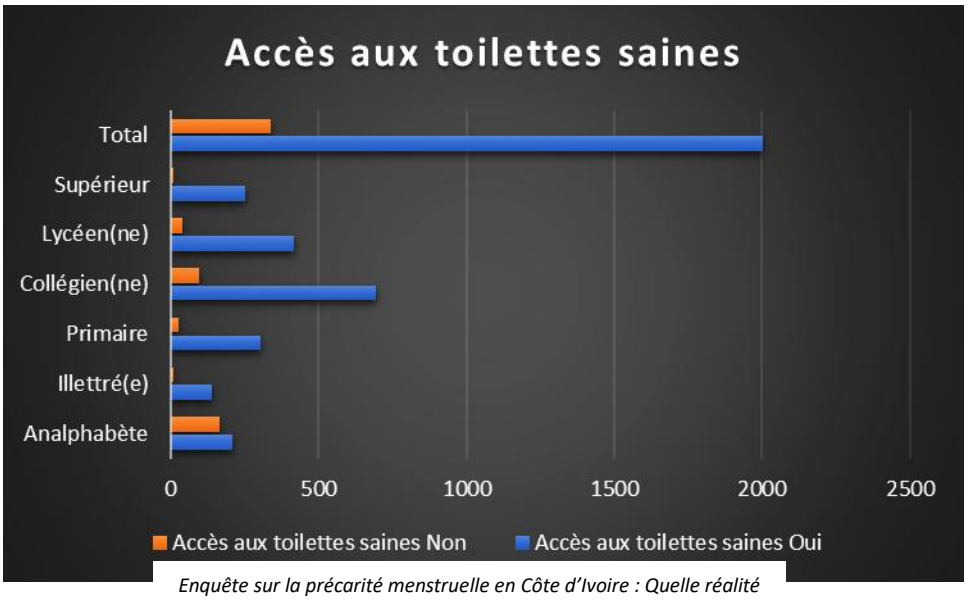
S'il est d'un heureux constat que **90% soit 2013 femmes, filles et jeunes filles ont accès à des toilettes publiques saines** dans le District d'Abidjan (toutes Communes confondues), **elles sont au total 10% soit 218, à peiner à en disposer.**

Ce sont respectivement : **207 femmes à Cocody, 191 à Anyama, 166 à Songon, 153 respectivement à Yopougon et Marcory, 152 et 151 à Attécoubé et Treichville, 147 à Koumassi, 146 à Bingerville, 144 à Adjamé, 134 femmes au Plateau et 126 à Abobo**, qui n'ont pas accès aux toilettes propres publiques lors de leurs règles.

Le manque de toilettes publiques et d'intimité dans ces toilettes qui accueillent en même temps les hommes et les femmes, sans oublier l'insalubrité qui affecte ses locaux, contribuent à la précarité menstruelle des femmes.

b- Difficultés d'accès aux toilettes saines par niveau d'instruction

Figure 60 : Accès aux toilettes saines selon le niveau d'instruction



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Elles sont au total **336 femmes, filles et jeunes filles**, **à ne pas avoir d'accès à des toilettes publiques saines** contre 2004 qui en ont accès par différents niveaux d'instruction.

Ainsi, sur les 336 n'ayant pas accès, **les analphabètes en sont les plus exposées à 49% soit 165 femmes**, suivi des **collégiennes au nombre de 64 soit 28%**, puis **37 lycéennes soit 11%**, contre **26 écolières soit 8%** et respectivement 2% des niveaux supérieur et illettrées.

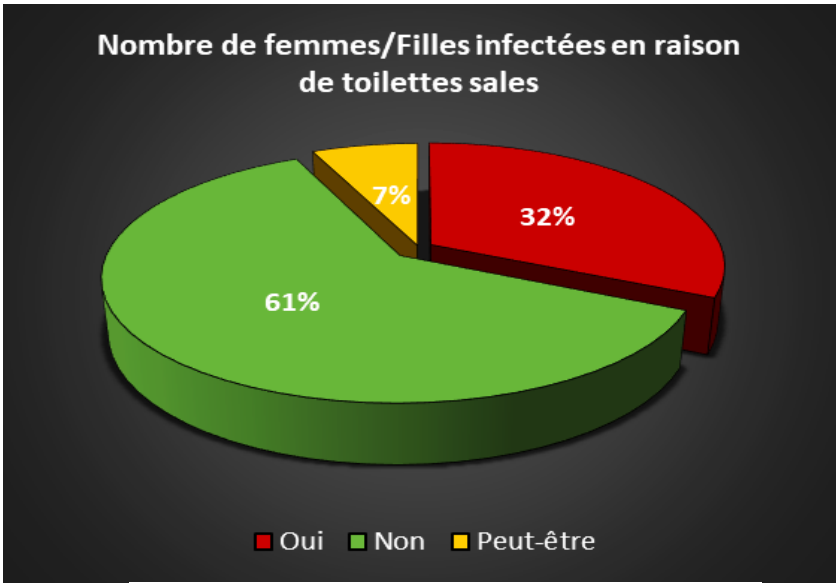
L'utilisation de toilettes sales par les femmes peut en effet entraîner plusieurs conséquences sur leur santé. Elles peuvent être exposées à des infections sexuellement transmissibles, et d'autres problèmes de santé. L'augmentation du risque d'infections impacte grandement l'hygiène et la dignité menstruelle. (*WaterAid in Equity, Inclusion and Human Rights : 2017*).

Qu'en est-il de celles ayant déjà contracté des infections du fait de toilettes publiques sales à Abidjan ?

Figure 61: Lycéen(nes)s d'Anyama - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL

2) Des infections dues à l'utilisation de toilettes sales

Figure 62 : Nombre de femmes infectées



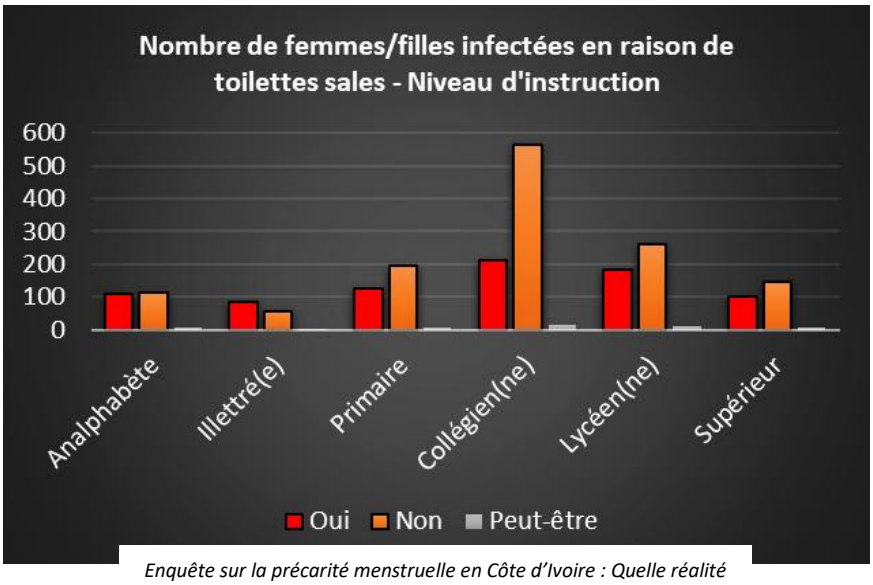
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Dans le District d'Abidjan, elles sont au total 149 femmes, filles et jeunes filles menstruées soit 32%, à affirmer avoir déjà contracté une infection du fait de l'utilisation de toilettes sales, et **à 7% à l'avoir peut-être contracté soit 32 femmes**, contre 61% soit 287 femmes, filles et jeunes filles qui n'en ont jamais contracté.

Le manque de toilettes publiques propres et communautaires, rend en effet les femmes et les filles vulnérables non seulement aux infections mais également aux violences sexuelles.

S'agissant de la classification par niveau d'instruction, les collégiennes enregistrent plus de nombre d'infections du fait de toilettes sales : 210 soit 26%, suivi des lycéennes dont 181 soit 22%, puis 126 écolières soit 16%, 109 femmes analphabètes à 14%, 102 du niveau supérieur soit 13%, et, 84 illettrées soit 10%

Figure 63 : Nombre de femmes infectées par niveau d'instruction

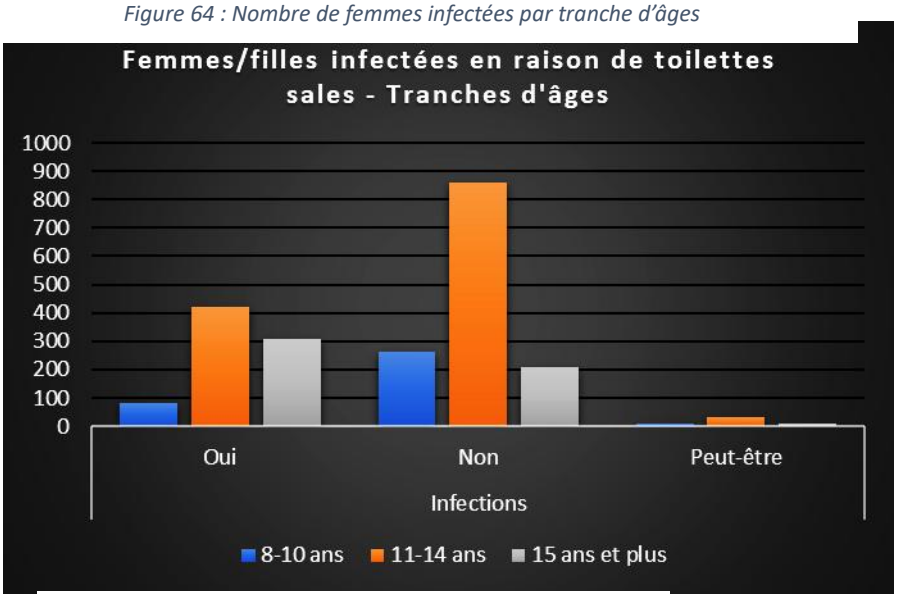


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Il est en effet d'un malheureux constat que d'observer l'absence de latrines dans certains établissements scolaires publics d'Abidjan, ou même quand il y en a, ils sont insalubres, empêchant ainsi les élèves et écolier(e)s, de faire leurs besoins dans des conditions saines. Les filles et jeunes filles écolières et élèves en sont

doublement touchées parce que plus exposées aux infections. Outre les écoles, ce phénomène est également dans les espaces publics abidjanais.

Figure 64 : Nombre de femmes infectées par tranche d'âges



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Quant à l'analyse par tranches d'âges, elle permet de déchiffrer que **les filles de 11 à 14 ans sont les plus exposées aux risques d'infections voire les plus touchées, à un nombre de 453 soit 53%.** S'en suivent les adolescentes et femmes âgées de 15 ans et plus, au nombre de 315 soit 37%. Et enfin, les filles de 8 à 10 ans, au nombre de 91 soit 11%.

Une réalité qui vient conforter l'observation selon laquelle, les filles et jeunes filles écolières, collégiennes et lycéennes, sont les plus exposées à Abidjan, aux risques d'infections dues à l'utilisation de latrines insalubres. Ce qui impacte grandement leur santé, hygiène et dignité menstruelle.

Figure 65: Coordinatrice à droite, Superviseuse en ligne à gauche – Mission de suivi à Abobo-Equipe GSL

a) Raisons évoquées de l'inaccessibilité à des toilettes

A la question de savoir pourquoi certaines femmes, jeunes filles et filles menstruées n'ont pas accès à des toilettes publiques dans leur environnement immédiat, elles sont 182 à donner comme première raison, le fait que les toilettes ne soient pas toujours propres.

Figure 66 : Raisons du manque d'accès aux toilettes

Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

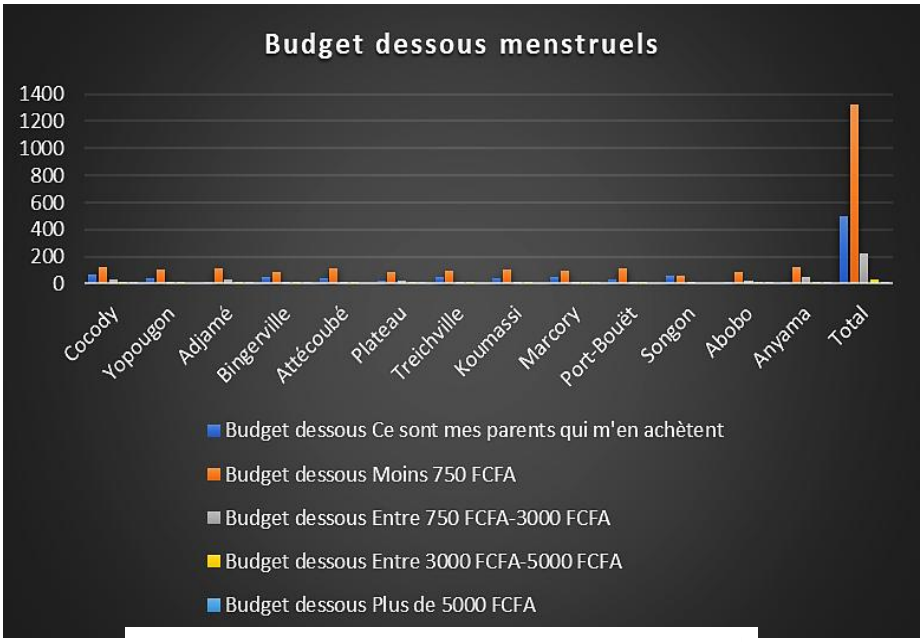
Ainsi, **95,3% des femmes, jeunes filles et filles menstruées ne fréquentent pas ces toilettes**.

3) Le budget menstruel et son impact économique sur les femmes, filles et jeunes filles menstruées

Le budget menstruel fait référence aux dépenses liées aux produits menstruels comme les serviettes hygiéniques, les coupes et culottes menstruelles, les tampons, etc.

a- Le budget menstruel par communes

Figure 67 : Budget menstruel par communes



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Selon le RFPF (2023), une personne menstruée au Canada, dépensera plus de 6,000 dollars environ 390,000 Fcfa dans sa vie, pour les produits de protections sans compter les dépenses annexes liées aux médicaments contre les douleurs, les sous-vêtements et les frais liés à la lessive.

Le coût des menstruations n'est pas le principal critère des choix des dessous menstruels. Il varie selon le type, la marque, le confort, la praticité etc.

En Côte d'Ivoire, notamment à Abidjan, les filles et adolescentes sans ressources et soutenues par leurs parents pour l'achat de leur dessous menstruel sont au nombre 495 personnes.

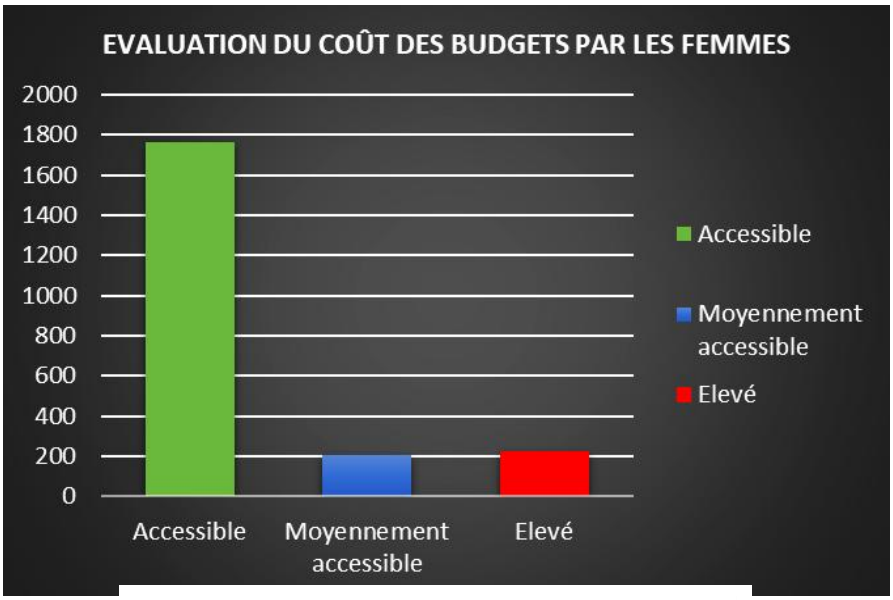
En ce qui concerne les autres couches, les personnes menstruées dont les dépenses sont strictement liées aux **protections jetables en dessous de 750 FCFA soit 1,30 USD** sont plus nombreuses à Anyama (127), Cocody (120), Attécoubé (116), Adjamé et Port-Bouët (115), Yopougon (108), Koumassi (107), 98 à Treichville, 97 à Marcory, 91 Plateau, 89 Bingerville, 85 à Abobo et, 57 à Songon.

Quant aux femmes, filles et jeunes filles qui dépensent entre 750 et 3000 FCFA (1,30 et 5,18 USD) uniquement pour leurs dessous menstruels jetables, elles sont 51 à Anyama, 29 à Adjamé, 28 à Cocody, 22 à Abobo, 21 au Plateau, 14 à Marcory, 13 à Koumassi et Bingerville, 12 à Treichville, 10 à Yopougon, 8 à Port-Bouët, 5 à Attécoubé et 2 à Songon.

Ce qui revient à dire qu'en Côte d'Ivoire, **une femme dépense au minimum 9,000 Fcfa (15,55 USD) par an pour l'achat de ses protections jetables** et **dépensera au minimum 369,000 Fcfa (637,59 USD) jusqu'à sa ménopause** pour cet achat.

b- Impact économique des coûts liés aux protections menstruelles

Figure 68 : Evaluation du budget

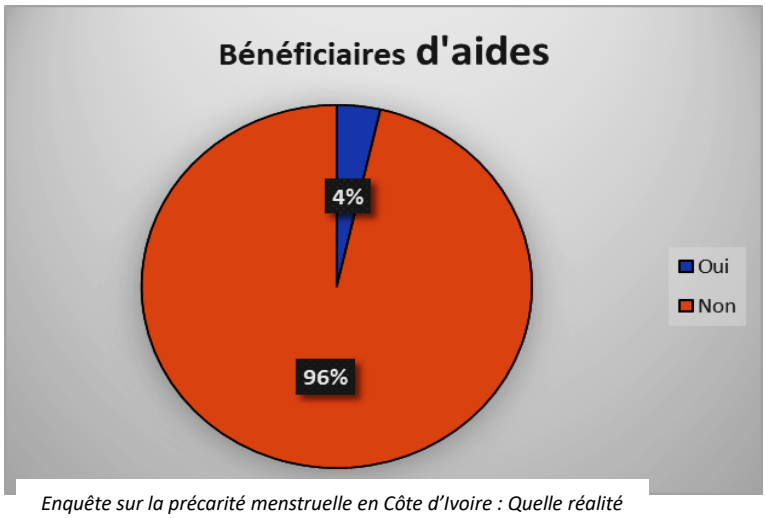


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Pour **80% des femmes et filles** soit **1764**, **le coût des protections menstruelles jetables en Côte d'Ivoire,** est **accessible** ; contre **205 soit 9% qui les trouvent moyennement accessible**. Seulement **10% d'entre elles soit 227 trouve le budget menstruel lié aux protections jetables élevé.**

c- Des dispositifs de distribution de protections menstruelles (Aide)

Figure 69 : Bénéficiaires d'aides



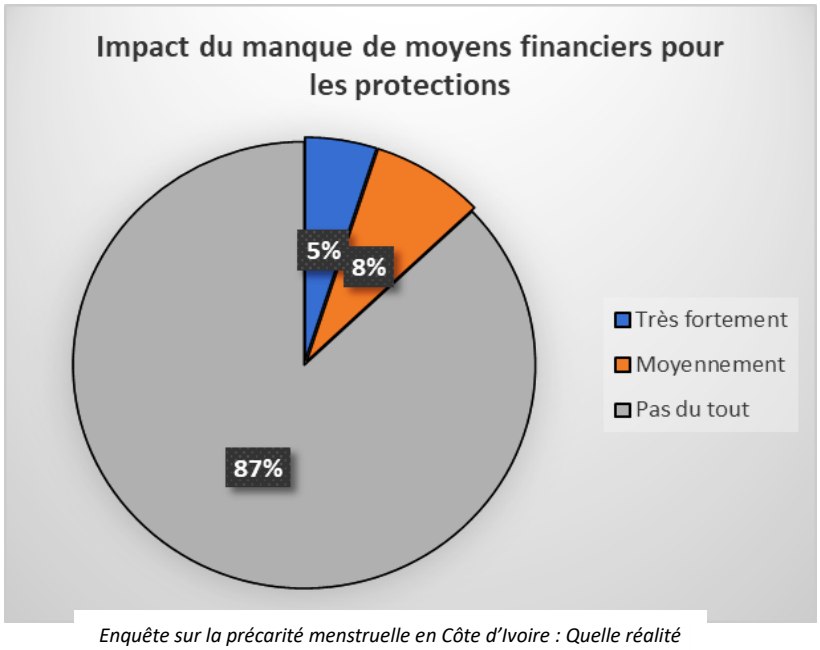
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

A la question de savoir si les femmes, filles et jeunes filles interrogées ont déjà bénéficié d'aide consistant à la distribution gratuite de protection menstruelles, elles sont 2117 soit 96% de notre échantillon a n'avoir jamais bénéficié d'aide contre seulement 4% soit 79 qui disent en avoir déjà bénéficié d'aide.

En effet, il n'y a officiellement, pas de dispositifs nationaux / gouvernementaux de distribution gratuite en Côte d'Ivoire, sauf quelques actions très louables de certaines Organisations Non Gouvernementale (ONG) féminines et féministes qui s'y adonnent à cœur joie, pour le bonheur des bénéficiaires.

d- L'impact de la précarité financière sur l'utilisation des protections menstruelles

*Figure 70 : **Impact** du manque de moyens financiers pour les protections*



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

A la question de savoir si le manque de moyens financiers affecte la capacité financière des personnes menstruées à se procurer des protections jetables, elles sont seulement 5% soit 110 à affirmer en être fortement impactées contre 8% soit 174 qui le sont moyennement quand 87% soit 1912 ne le sont pas du tout.

Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'une bonne proportion de la population menstruée en Côte d'Ivoire, notamment à Abidjan, utilise les protections alternatives comme les kodjos (morceaux de pagnes), durant leur période menstruelle. Ainsi vu la gratuité de cette protection

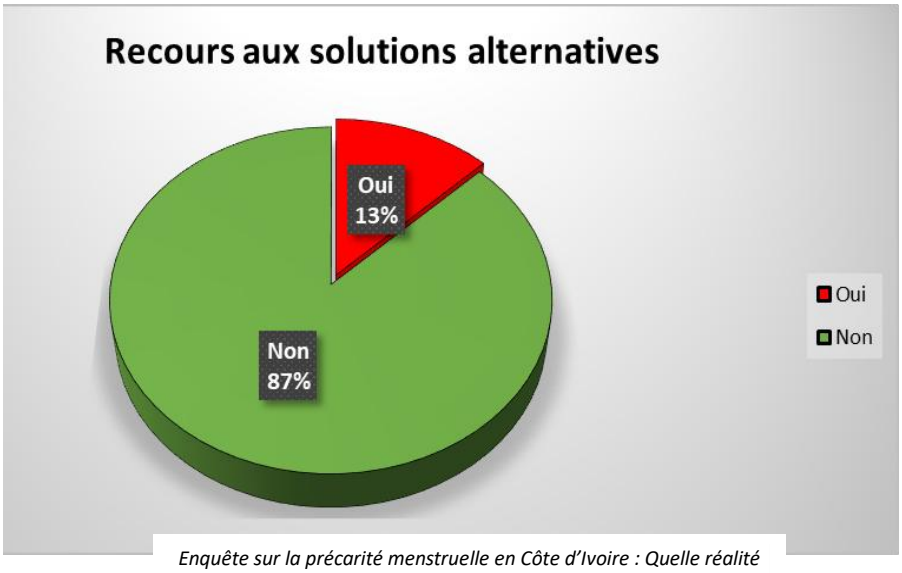
et son accessibilité à toutes les bourses, ces dernières recourent modérément voire peu aux protections jetables en raison de leur coût. Si certaines se limitent à cette utilisation, d'autres comme nous le démontre les chiffres plus haut, s'adonnent aux protections non-adaptées voire dangereuses pour la santé gynécologique comme les chiffons (mousse de matelas, papiers toilettes, essuie-tout, etc). Ce qui augmente le risque d'infections chez ces dernières.

VII- IMPACT DE LA PRECARITE MENSTRUELLE SUR LA SANTE ET LA VIE QUOTIDIENNE DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES

La précarité menstruelle, c'est l'incapacité d'une personne à s'acheter les produits menstruels ou des difficultés à le faire ; un concept associé à plusieurs autres obstacles dont entre autres : le manque de moyens financiers, de toilettes, d'installation de points d'eau, etc.

A) Nombre de personnes menstruées ayant recours aux solutions alternatives

Figure 71: Recours aux solutions alternatives



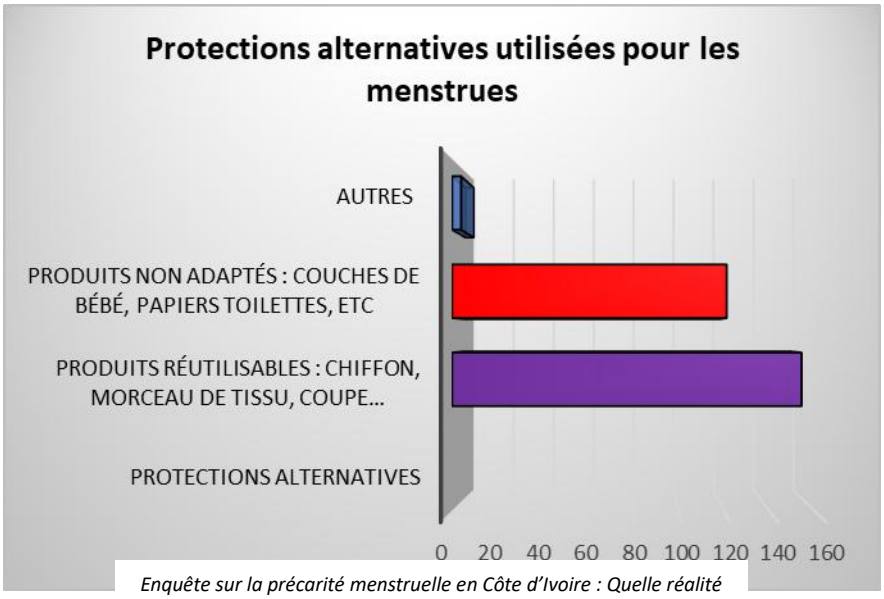
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

A la question de savoir si les femmes, filles et jeunes filles interrogées, utilisaient bien souvent, les solutions alternatives comme protections, elles répondent par la négation à 87%, contre 13% par l'affirmative.

Figure 72 : Marché d'Adjamé, Enquête sur la précarité menstruelle

B) De l'utilisation imposée des protections menstruelles non-adaptées due au manque de moyens financiers

Figure 73 : Protections alternatives et non-adaptées



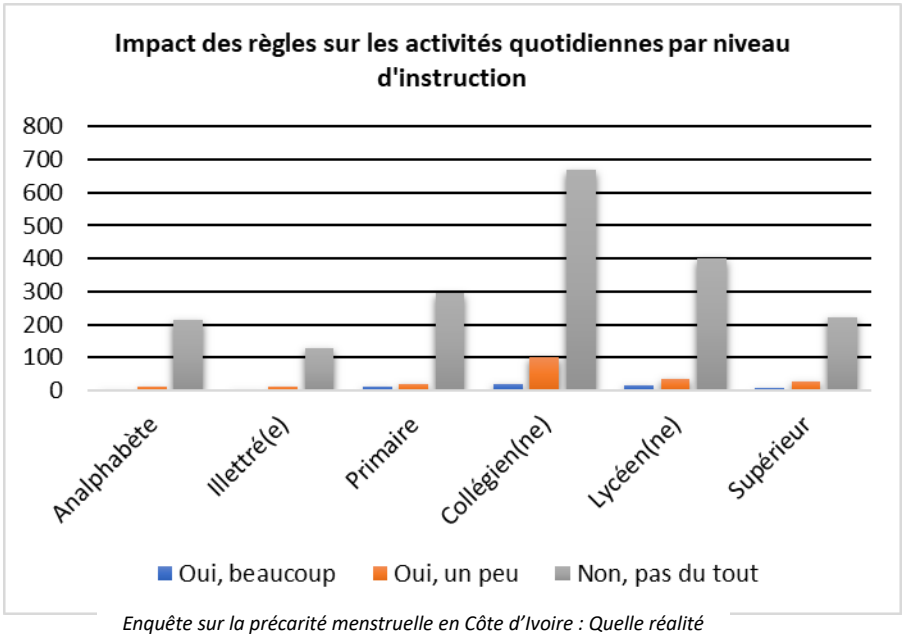
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Sur le total des femmes, jeunes et filles menstruées qui ont recours aux protections alternatives comme les kodjos, et celles non-adaptées comme les chiffons, par faute de moyens financiers sont de 55% soit 154 contre celles qui utilisent les couches de bébé, les papiers toilettes/essuie-tout/Mouchoir sont 43% soit 121.

C'est un réel problème de constater que celles qui utilisent ces produits non adaptés, qui ne peuvent pas absorber le flux de sang et les exposent à des infections.

1- Impact des menstruations sur les activités quotidiennes des femmes, filles et jeunes filles menstruées

Figure 74 : Impact des règles sur les activités quotidiennes par niveau d'instruction

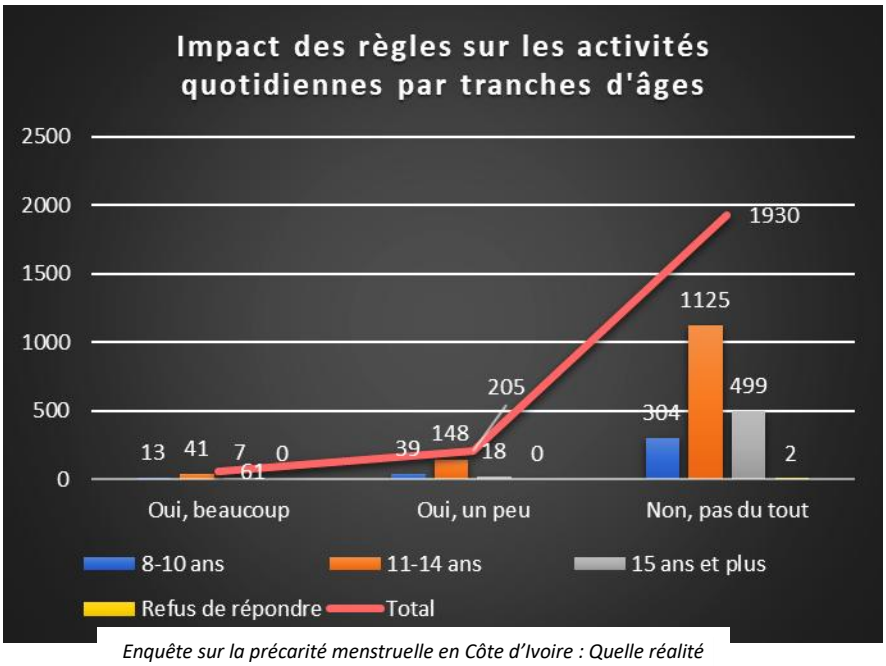


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Même si pour la majorité des femmes interrogées (88%), les règles n'impactent pas du tout leur quotidien, et qu'on en parle peu souvent, la venue des menstrues empêchent en revanche, certaines femmes et filles de mener leurs activités quotidiennes correctement. Ce, en raison du fait que les syndromes

prémenstruels comme (les douleurs du bas-ventre, les nausées, les vomissements, les vertiges etc.), indisposent plusieurs, notamment celles qui souffrent des règles douloureuses. Ces dernières sont bien souvent lésées. Les collégiennes sont en effet, 34,43% à affirmer voir leurs activités quotidiennes, être impactées du fait de la venue de leurs règles. Il en est de même pour 24, 59% des lycéennes, 21,31% du primaire et, 11,48% des femmes du supérieur.

Figure 75 : Impact des règles sur les activités quotidiennes par tranche d'âge

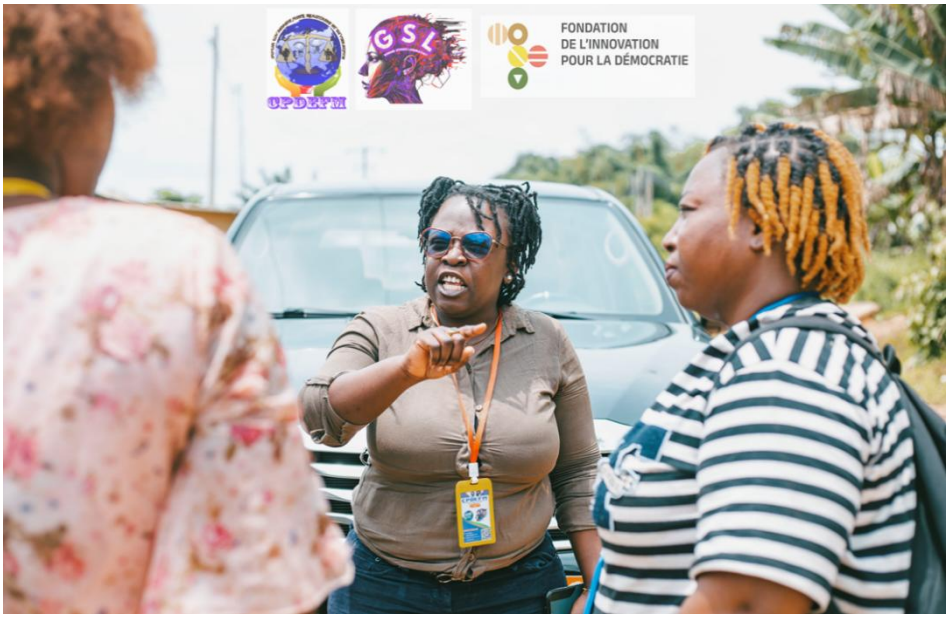


Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

S'agissant de l'impact par tranche d'âge, sur le total de celles ayant répondu en être impactées, les filles de 11 à 14 ans viennent en première liste avec 67,21% soit 148 qui voient leurs activités quotidiennes impactées par la venue de leurs menstrues, par rapport à 19,02% qui disent en être un peu impactées. Les petites filles de 8 à 10 ans, à 21,31% contre 11,48% des adolescentes et femmes de 15 ans et plus.

Cet impact est parfois la résultante d'absentéisme aux cours, notamment avec les écolières, collégiennes et lycéennes qui très souvent sont incomprises.

Figure 76: Directrice Technique du GSL



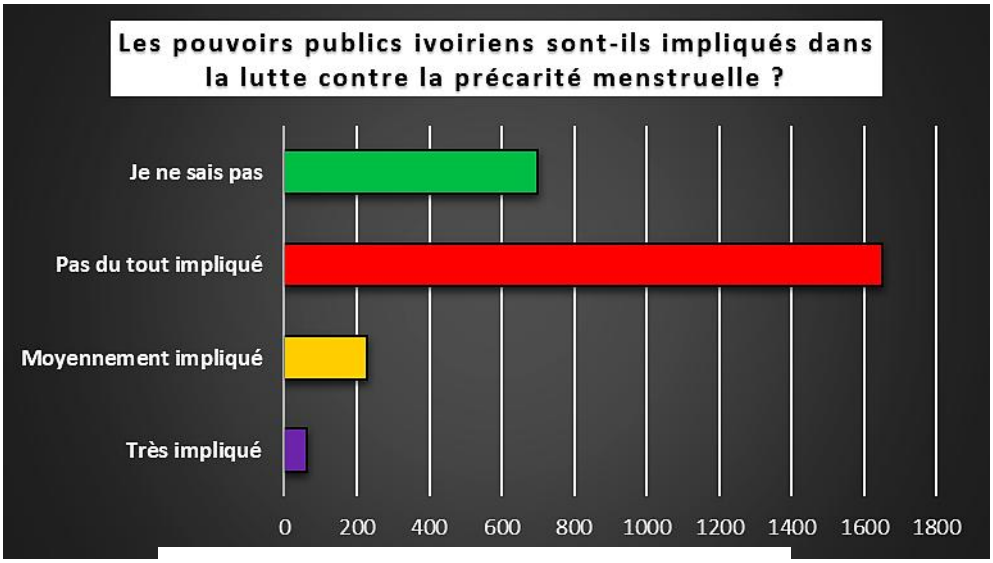
VIII- DE L'INEXISTENCE DE POLITIQUE NATIONAL DE SOUTIEN DANS LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE MENSTRUELLE EN CÔTE D'IVOIRE

Comme exposé plus haut, les difficultés d'accès aux ressources pour certaines femmes, filles et jeunes filles, de même que le manque d'information sur la santé, l'hygiène et la dignité menstruelle sont une réalité qui nécessite des actions. Réalité qui se heurte à l'absence voire inexistence de politiques nationales de lutte contre la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire.

Alors face à ce constat, que pensent les populations abidjanaises et que préconisent-elles ?

A) De l'évaluation du degré d'implication des pouvoirs publics dans la gestion menstruelle en Côte d'Ivoire

Figure 77 : Implication des pouvoirs dans la lutte contre la précarité menstruelle



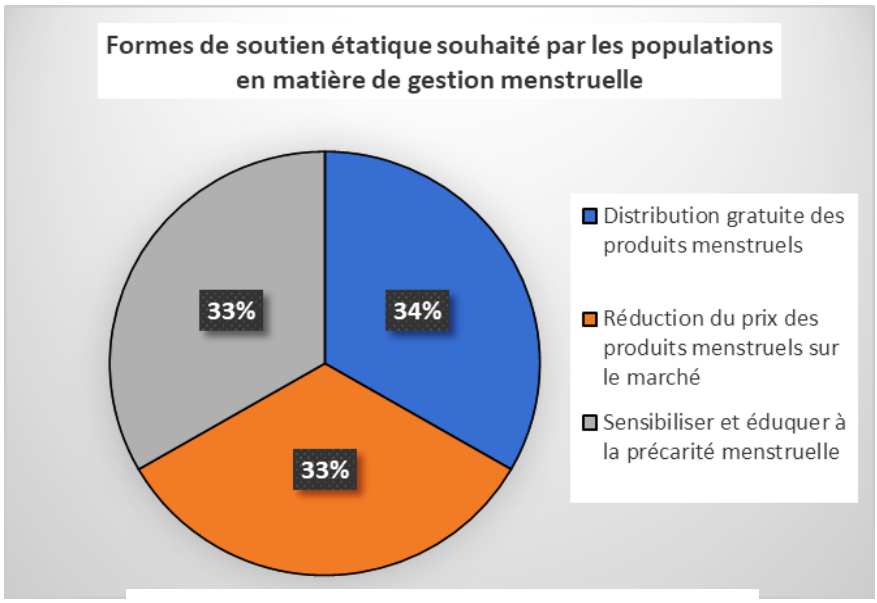
Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

A la question de savoir si selon les populations, les pouvoirs publics sont impliqués dans la gestion menstruelle des femmes, filles et jeunes filles vivant en Côte d'Ivoire, la gent féminine tout comme les hommes interrogés, affirment à 63% soit 1669, qu'ils ne sont pas du tout, contre 9% qui les trouvent moyennement impliqués. Elles et ils sont par ailleurs, 2% soit 63, à trouver les pouvoirs publics très impliqués contre 697 soit 26% qui ne savent pas.

En Afrique en général, et dans la région ouest-africaine en particulier, rares sont les Etats qui allouent des ressources, ou mettent en place des mécanismes d'accompagnement, dans la lutte contre la précarité menstruelle sauf le GHANA, pays voisin à la Côte d'Ivoire qui s'illustre bien sur le sujet. Un constat de non-implication véritable en Côte d'Ivoire, qui pourrait s'expliquer par le fait que le sujet des règles sont malheureusement perçus comme *« une affaire de femme »*, relevant ainsi de la sphère privée.

B) Les soutiens et aides souhaités par les populations y compris masculines, en vue d'une meilleure gestion menstruelle en Côte d'Ivoire

Figure 78 : Formes de soutiens souhaités



Enquête sur la précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelle réalité dans le District d'Abidjan ?, CPDEFM-GSL, 2025.

Les soutiens et aides souhaités par les populations enquêtées (2912 personnes dont 10% d'hommes), sont en effet de 3 ordres : **34% d'entre elles souhaitent la distribution gratuite des produits menstruels** et, **33% qui respectivement, souhaitent la réduction des produits menstruels sur le marché**, et **la sensibilisation à l'éducation contre la précarité menstruelle** en vue de briser les tabous et stéréotypes.

Figure 79 : Elèves d'un lycée d'Anyama, Enquête sur la précarité menstruelle - GSL

IX-PROPOSITIONS DES POPULATIONS EN VUE DE LA REDUCTION DES STEREOTYPES ET STIGMATISATIONS A L'ENCONTRE DES FEMMES, JEUNES FILLES ET FILLES MENSTRUEES

Les personnes interrogées sont **2573** soit **88%**, à proposer de : « ***Sensibiliser la population à travers des émissions télé et radios en montrant l'importance des menstrues chez la femme*** », 2 % soit 60, à demander la sensibilisation dans les Mosquées et Eglises, 50 à vouloir la sensibilisation des parents avec leurs enfants sur le sujet, et 15 personnes à dire que ***« Les guides des communautés doivent montrer l'importance des menstrues à leurs fidèles »***.

En outre, comme solutions, elles proposent :

Tableau 1: Solutions pour réduire la stigmatisation/éliminer la stigmatisation subit par certaines femmes

	Nombre de personnes	%
Sensibiliser sur les bienfaits des menstrues pour eviter les rejets	2076	70,9
Créer les emplois et assister les femmes	393	15,1
Sanctionner les auteurs des rejets	168	5,7
Sensibiliser dans les mosquées sur les bienfaits des menstrues	113	3,9
Faire comprendre a la population que les menstrues sont naturelles	99	3,4
Soutenir les femmes en sensibilisant les autres	92	3,1
Sensibiliser par les films en langue	38	1,3
Sensibiliser beaucoup dans certaines églises et mosquées	25	0,9
Impliquer tout le monde dans cette lutte	24	0,8
Soutenir les femmes en sensibilisant les autres	15	0,5
Les hommes doivent aider les femmes	12	0,4
Créer des groupes de discussion entre elles	10	0,3
Impliquer tout le monde dans cette lutte	5	0,2
Faire de cela un sujet de débat public	5	0,2
Créer une structure pour lutter contre la stigmatisation	5	0,2
Voter une loi pour interdire les rejets	5	0,2

Et en direction des Pouvoirs publics, ONG et Entreprises, ces populations proposent comme solutions :

Tableau 1 : Solutions faites aux (Gouvernement, ONG, Ecoles, Entreprises) pour une meilleure gestion des menstrues

Nombre de %

	personnes	
Distribution des vanias dans les lieux publics	848	32,5
Créer les emplois et assister les femmes	393	15,1
Les ONG et les écoles doivent sensibiliser, enseigner et partager les serviettes hygiéniques aux jeunes filles	380	14,6
Les ONG doivent distribuer les serviettes hygiéniques aux personnes qui n'ont pas les moyens.	238	9,1
Distribuez gratuitement et mettre des médecins à la disposition des femmes qui ont des douleurs dans les hôpitaux	33	1,3
L'état doit être regardant sur l'hygiène des toilettes au sein des écoles et mettre en place une unité pour prendre en charge ces jeunes filles pendant les menstrues	216	8,3
Les écoles doivent sensibiliser, enseigner et partager les serviettes hygiéniques aux jeunes filles	149	5,7
L'état et les ONG doit soutenir les écoles et entreprises en mettant a leur disposition des moyens nécessaires pour gérer la menstruation des jeunes filles et des femmes	141	5,4
Réduire les prix des vanias et faire des campagnes de distribution gratuite	94	3,6
Les institutions doivent mener des compagnies de sensibilisation auprès des ong en les aidant au partage des serviettes hygiéniques	56	2,1
Mettre sur place des dispositifs c'est a dire des salles d'eau propre, des protections hygiéniques, des vêtements de rechange a leur disposition	43	1,6

CONCLUSION GENERALE

Au terme de cette étude dénommée ***« Précarité menstruelle en Côte d'Ivoire : Quelles réalités dans le District d'Abidjan ? »***, une enquête quantitative avec un volet qualitatif via les questions ouvertes et réalisée par l'Organisation des **C**itoyennes pour la **P**romotion et **D**éfense des **D**roits des **E**nfants, **F**emmes et **M**inorités (**CPDEFM**) dans le cadre de la mise en œuvre de son Programme **G**ender and **GBV S**tudies **L**aboratory (**GSL**) – Laboratoire dédié aux études sur le genre et les Violences Basées sur le Genre (VBG), plus particulièrement, les Violences faites aux Femmes et aux Filles ; il ressort que **la précarité menstruelle est une triste réalité à Abidjan qui touche majoritairement les filles de 11 à 14 ans** en termes de **tranche d'âge les plus exposées** ; des **collégiennes et lycéennes en termes de niveau d'instruction** ; des **femmes, filles et jeunes filles Mandés nord et Akan** en termes d'appartenance ethniques, **et plus de Musulmanes que de Chrétiennes, exposées aux atteintes,** en termes de croyances religieuses.

Une réalité qui mérite en effet, des actions promptes et efficaces à différentes échelles, en vue de sa réduction voire son éradication, **car plus qu'un tabou, les règles sont une question de dignité et d'intégrité des femmes et des filles**. Une problématique qui ne saurait être laissée à la seule charge des femmes, filles et jeunes filles menstruées.

Les pouvoirs publics doivent prendre leur part du combat.

Que recommander donc ?

Figure 80 : Equipe GSL (enquêtrices, superviseuses et directrice technique) devant le siège social de CPDEFM

RECOMMANDATIONS EN VUE DE L'ERADICATION DE LA PRECARITE MENSTRUELLE EN CÔTE D'IVOIRE

Un meilleur respect de la dignité de la femme, fille et jeune fille menstruée passe indubitablement par l'accès aux ressources, et la réduction de la stigmatisation liée aux menstrues qui induit, la bonne compréhension des règles par les populations femmes comme hommes, ainsi que l'apport indispensable des pouvoirs publics, des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), des ONG et des parents.

Afin d'y parvenir, il faut des actions à différentes échelles et des synergies se traduisant par :

➢ En direction des pouvoirs publics et établissements scolaires

Plusieurs initiatives visant à favoriser une bonne gestion menstruelle sont évoquées, à l'endroit des pouvoirs publics et établissements scolaires. Ce sont :

- La mise en place d'un mécanisme national, visant à faciliter l'accès aux ressources dont la distribution gratuite des protections menstruelles et services en lien avec l'hygiène menstruelle à Abidjan, et dans toutes les contrées du territoire national ;
- La détaxation et subventionnement par l'Etat ivoirien, des dessous menstruels jetables parce que les plus utilisés à 63% par les femmes, filles et jeunes filles menstruées. Cela favorisera en effet, l'accès direct aux protections, à toutes les couches de la société, notamment celles les plus défavorisées ;
- L'organisation de programmes de sensibilisation et d'information sur la gestion menstruelle en direction des filles, garçons, adolescentes et adolescents dans les établissements scolaires ;
- La construction des latrines publiques dans tous les établissements scolaires et universitaires de Côte d'Ivoire, et leur bon entretien, en vue de la réduction des risques d'infections génitales et d'agressions sexuelles ;
- La prévoyance par les établissements scolaires et universitaires, de repos ou cours de rattrapage pour les femmes, filles et jeunes filles souffrant de règles douloureuses ;
- La construction de latrines publiques et leur entretien effectif, dans tous les espaces publics de chaque Commune du District d'Abidjan, de même que les Communes des différentes provinces ;
- L'organisation de campagnes de sensibilisation de masse dans toutes les communes du District d'Abidjan, ainsi que sur toute l'étendue du territoire national, en vue de la

réduction des stéréotypes, stigmatisation et discriminations que subissent les femmes en période menstruelle ;

- La déconstruction des préjugés, stéréotypes et réduction voire éradication de la stigmatisation des femmes, jeunes filles et filles menstruées, par l'implication des guides religieux (Imams) et traditionnels, afin d'un meilleur traitement et épanouissement psychologique des femmes, appartenant à ces différentes communautés ;
- La formation des professionnelles de la santé sur la gestion menstruelle et la stigmatisation liées aux règles, afin d'éviter les jugements et garantir un accueil respectueux des patientes souffrant de règles douloureuses.

➢ En direction du secteur privé

Le secteur privé doit :

- Sensibiliser les employés à la gestion menstruelle, par l'organisation d'ateliers ou informations sur la santé menstruelle. Cela peut aider à réduire la stigmatisation au sein des équipes ;
- Accompagner les initiatives des Organisations Non Gouvernementales (ONG), visant à sensibiliser l'opinion sur la dignité menstruelle et à faciliter l'accès aux protections (dessous menstruels) aux femmes, filles et jeunes filles menstruées ;
- Veiller à la séparation en entreprises, des toilettes d'hommes, de celles des femmes et des points d'eau dans le respect des normes internationales ;
- Mettre en place des politiques internes qui prennent en compte les besoins menstruels des employées telles que des aménagements de temps de travail pour celles souffrant de règles douloureuses et fournitures de protections menstruelles dans les toilettes ;
- Créer un environnement de travail où les femmes se sentent à l'aise pour parler de leurs besoins menstruels sans crainte de stigmatisation ; des espaces privés accessibles à toutes.

➢ En direction des Organisations Non Gouvernementales (ONG) :

- Réaliser des actions de plaidoyer, en direction des Entités étatiques, du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant et du Gouvernement ivoirien, en vue de la mise en place de politiques et mécanismes de gestion menstruelle en Côte d'Ivoire, à l'effet de parvenir à la gratuité des protections (dessous menstruels jetables) et à la construction et au bon entretien de latrines dans tous les espaces publics ;
- Mener des campagnes de sensibilisation de masse et de proximité, afin d'informer les femmes elles-mêmes, avec un accent particulier en direction de la tranche d'âge de 11 à 14 ans, mais également les hommes de ce que regorge la santé et gestion menstruelle, la santé sexuelle et reproductive et des conséquences de la précarité menstruelle et stigmatisation sur les femmes. Cela permettra en effet, le changement de mentalités sur la perception et la prise de conscience ;
- Poursuivre les actions de distributions gratuites des protections menstruelles dans les quartiers précaires, de même que l'établissement de partenariats avec des entreprises locales pouvant assurer la subvention ;
- Offrir un soutien psychologique aux femmes et aux filles confrontées à des difficultés liées à la précarité menstruelle, y compris des espaces de parole et des conseils pour briser les tabous.

➢ En direction des PTF (Partenaires Techniques et Financiers)

- Accorder aux ONG et Institutions travaillant sur la problématique de la santé menstruelle, la santé sexuelle et reproductive, des subventions pour la mise en œuvre des projets/programmes visant à améliorer l'accès à des protections menstruelles sûres et à des infrastructures sanitaires adéquates ;
- Financer la réalisation d'études scientifiques sur les difficultés et défis spécifiques rencontrées par les femmes, filles et jeunes filles en situation de précarité menstruelle, afin de fournir des aides appropriées ;
- Aider à promouvoir la gestion des menstrues dans les politiques nationales de développement et les objectifs de l'Agenda 2030 de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), de même que l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA).

Figure 81: Une passante au marché d'Adjamé - Enquête sur la précarité menstruelle - GSL

BLIOGRAPHIE

Mathilde D. (2023). La précarité menstruelle chez les étudiants de l'université de Caen Normandie https//dumas.ccsd.cnrs.fr

Fonds Muskoka (2022). Droits et santé menstruelle. Un enjeu d'égalité en Afrique de l'Ouest et du Centre https//wcaro.unfpa.org

Section canadienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie : La précarité menstruelle dans l'espace francophone. 2023

WSSCC & ONU Femmes. Gestion de l'hygiène menstruelle : expérience des populations nomades et sédentaires du Niger. 2017

Dictionnaire de français Larousse. 2022 Définitions : menstruation https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/menstruation/50495

OXFAM France. Accès aux toilettes : à travers le monde, des réalités bien différentes. 2021

Banque mondiale. Dignité, égalité et santé menstruelle : l'importance des réformes. 2022

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS ii
LISTE DES GRAPHIQUES iii
LISTE DES TABLEAUX v
RESUME EXECUTIF vii
SOMMAIRE ix
INTRODUCTION GENERALE 1
I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE 1
B- Objectifs de l'étude 2
C- Méthodologie de travail 3
Difficultés rencontrées 4
D) Communes cibles 5
II- CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DES ENQUETE(E)S 6
III- RAPPORT DES FEMMES, JEUNES FILLES ET FILLES AVEC LEURS REGLES 6
A- L'apparition des premières règles et l'éducation menstruelle au sein des familles 6
B- L'état de la femme, jeune fille et fille pendant les règles 7
C- Gestion des règles douloureuses 8
D- Montants liés aux antidouleurs 9
IV- LES STEREOTYPES ET DIFFICULTES AUXQUELS FONT FACE LES FEMMES, JEUNES FILLES ET FILLES DURANT LEUR PERIODE DE MENSTRUATION 9
1- Choix détaillé de l'utilisation des protections menstruelles par les femmes, jeunes filles et filles 10
h) Préférences de protections jetables ou réutilisables et raisons du choix par les femmes et filles menstruées 16
..... 16
..... 16
..... 16
i) Raisons du choix des protections réutilisables par celles les préférant 18
j) La stigmatisation autour des règles 19
m) Conséquences de la stigmatisation liée aux règles sur les femmes, jeunes filles et filles 23

.....23

V- PERCEPTION DES HOMMES ET PERSONNES NON-BINAIRES VIS-A-VIS DES REGLES 31

1) De la nécessité de poursuite des actions en vue de la bonne compréhension des menstrues comme source de vie 31

4) De la perception stigmatisante et méprisantes des règles par les hommes 32

g) Raisons du refus des rapports sexuels par les hommes pendant les menstrues.....37

VI- L'ACCES AUX RESSOURCES 38

1) De la difficulté liée à l'accès à des latrines saines 38

a) Raisons évoquées de l'inaccessibilité à des toilettes.....41

3) Le budget menstruel et son impact économique sur les femmes, filles et jeunes filles menstruées 42

b- Impact économique des coûts liés aux protections menstruelles 43

c- Des dispositifs de distribution de protections menstruelles (Aide).....44

d- L'impact de la précarité financière sur l'utilisation des protections menstruelles ...44

VII- IMPACT DE LA PRECARITE MENSTRUELLE SUR LA SANTE ET LA VIE QUOTIDIENNE DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES.....45

A) Nombre de personnes menstruées ayant recours aux solutions alternatives 45

.....45

.....45

B) De l'utilisation imposée des protections menstruelles non-adaptées due au manque de moyens financiers 46

1- Impact des menstruations sur les activités quotidiennes des femmes, filles et jeunes filles menstruées 46

VIII- DE L'INEXISTENCE DE POLITIQUE NATIONAL DE SOUTIEN DANS LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE MENSTRUELLE EN CÔTE D'IVOIRE 48

A) De l'évaluation du degré d'implication des pouvoirs publics dans la gestion menstruelle en Côte d'Ivoire 48

B) Les soutiens et aides souhaités par les populations y compris masculines, en vue d'une meilleure gestion menstruelle en Côte d'Ivoire 49

IX- PROPOSITIONS DES POPULATIONS EN VUE DE LA REDUCTION DES STEREOTYPES ET STIGMATISATIONS A L'ENCONTRE DES FEMMES, JEUNES FILLES ET FILLES MENSTRUEES.....50

CONCLUSION GENERALE 52

RECOMMANDATIONS EN VUE DE L'ERADICATION DE LA PRECARITE MENSTRUELLE EN CÔTE D'IVOIRE 53

- En direction des pouvoirs publics et établissements scolaires 53
- En direction du secteur privé 54
- En direction des PTF (Partenaires Techniques et Financiers) 55

..... 53

BLIOGRAPHIE 53

TABLE DES MATIERES ..... a